



République Française
Département du
PUY-DE-DOME

COMMUNE DE BILLOM

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 27/06/2025

Date de la convocation
20/06/2025

Date d'affichage
20/06/2025

OBJET : AVIS SUR LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLUih

Réf : 2025_041

A l'unanimité

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

Mention exécutoire : Non

L'an 2025 le 27 Juin à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Tinchat, sous la présidence de Jean-Michel CHARLAT, Maire.

Présents : M. Jean-Michel CHARLAT, M. Daniel DUMAS, Mme Nathalie MARIN, M. Fabrice DESCRULHES, Mme Sylvie DUCATTEAU, M. Jean VIEIRA, M. Jacques FOURNIER, M. Jacky GRAND, M. Jean-François HEUX, Mme Mireille TAHON, M. Pascal MALTERRE, M. Franck PRADIER, Mme Carole DELAUD, M. Pierrick BELLAT, M. Gérard MONTEL, M. Eric DELAIRE, M. Denis MAUTRET, Mme Bérengère ROUDET.

Absente : Mme Lucile SURRE.

Excusés ayant donné procuration : M. Jean-Pascal BLACHE par M. Daniel DUMAS, Mme Céline AUGER par M. Jean-Michel CHARLAT, Mme Sylviane VANDERLENNE par M. Jacques FOURNIER, Mme Françoise RABILLARD par M. Pascal MALTERRE, Mme Françoise PRIMPIER par Mme Mireille TAHON, Mme Karelle TREVIS par M. Pierrick BELLAT, M. Eric VAURIS par M. Franck PRADIER, M. Michel GLACE par Mme Nathalie MARIN.

A été nommé secrétaire de séance : M. Jacques FOURNIER.

Vu le Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat (PLUH) intercommunal de Billom Communauté, approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 21/10/2019,

Vu la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat (PLUH) intercommunal de Billom Communauté, approuvée par délibération du Conseil Communautaire du 25/10/2021,

Vu la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat (PLUH) intercommunal de Billom Communauté, approuvée par délibération du conseil communautaire du 29/01/2024,

Vu l'arrêté du Président en date du 6 mars 2025 engageant la procédure modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat (PLUH) intercommunal de Billom Communauté,

Vu le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat (PLUH) intercommunal de Billom



Communauté,

Vu le dossier transmis à la MRAE en application des articles R104-33 et R104-34 en date du 14/03/2025,

Vu la décision de l'autorité environnementale n°2025-ARA-AC-3788 du 13/05/2025, ne soumettant pas la procédure à évaluation environnementale,

Vu la délibération n°33 du conseil communautaire du 19 mai 2025, décidant de ne pas réaliser d'évaluation environnementale et définissant les modalités de consultation du public ;

Vu les articles R104-33, R104-36 et R104-37 du code de l'urbanisme.

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLUH de Billom Communauté, le projet de modification est soumis à l'avis des communes membres de l'EPCI.

Monsieur le Maire présente le contenu du dossier de modification simplifiée n°1 du PLUH :

- 1- Adaptations réglementaires écrites et graphiques diverses (de portée générale ou sectorielle) :
 - Intégration aux règlements écrits de prescriptions paysagères spécifiques aux éventuels projets de retenues d'eaux agricoles ;
 - Reprise et précisions des nuanciers annexés aux règlements écrits (intégration code RAL) ;
 - Correction, ajustement de formulation aux règlements écrits et ajustement au règlement graphique concernant notamment : emprise au sol en zone Nl et ajustement zone Nl et Nj sur la commune de Saint-Jean-des-Ollières ;
- 2- Correction de 2 erreurs matérielles du zonage : Uco / N sur la commune de Mur-sur- Allier au niveau de la jonction cadastrale des anciennes communes de Dallet et Mezel, U / AS sur la commune de Saint-Julien-de- Coppel ;
- 3- Evolution du périmètre « Commerces et services de proximité » sur la commune de Vertaizon pour extension à l'ouest du bourg du périmètre (activités médicales et paramédicales) ;
- 4- Evolution d'une partie d'un STECAL existant en zone Nh vers Nj à Billom ;
- 5- Evolution de 2 zones agricoles pour prise en compte de projet de développement d'exploitation agricole : As* en zone A à Saint-Jean-des-Ollières et As en zone A à Saint-Julien-de-Coppel ;
- 6- Identification nouvelle de bâtis pouvant changer de destination en zone A et N ;
- 7- Actualisation de l'annexe au PLUH, relative au nouveau classement sonore des infrastructures de transports terrestres conformément à l'arrêté de mise à jour du Président de Billom Communauté n°186 du 15/04/2024.

Envoyé en préfecture le 01/07/2025

Reçu en préfecture le 01/07/2025

Publié le

ID : 063-216300400-20250627-2025_041-DE



Par avis conforme n° 2025-ARA-AC-3788 du 13 mai 2025, la Mission Régionale de l'autorité Environnementale confirme qu'il n'y a pas de nécessité de réaliser une évaluation environnementale. Dans ces conditions, Billom Communauté a décidé ne pas réaliser une évaluation environnementale dans le cadre de la modification simplifiée n°1 du PLUiH.

Enfin les prochaines étapes de la procédure sont les suivantes :

- Notification du projet de modification aux partenaires associés (PPA) et aux communes,
- Consultation du public.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide d'émettre un avis favorable et de ne pas émettre d'observation sur le projet de modification simplifiée n°1 du PLUH de Billom Communauté.

Date de publication :
01/07/2025

Acte rendu exécutoire
après dépôt en
PREFECTURE
CLERMONT-FERRAND
le : 01/07/2025

Fait et délibéré à BILLOM,
le 27/06/2025

Pour extrait conforme :

Le Maire,
Jean-Michel CHARLAT



Secrétaire de séance,
Jacques FOURNIER



Envoyé en préfecture le 01/07/2025

Reçu en préfecture le 01/07/2025

Publié le

ID : 063-216300400-20250627-2025_041-DE



BILLOM COMMUNAUTE Département du Puy-de-Dôme



Modification simplifiée n°1 du PLU-H

Rapport de présentation

Plan Local d'Urbanisme Valant Programme Local de l'Habitat (PLU-H)
Approbation le 21 octobre 2019

Révision et Modifications :

Modification n°1 approuvée le 25 octobre 2021

Modification n°2 approuvée le 29 janvier 2024

Modification simplifiée n°1 approuvée le ...

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil communautaire en date du ...

Réf : 51065



bioinsight
urbanisme
biodiversité
bioclimatisme



RÉALITÉS Urbanisme et Aménagement
34 Rue Georges Plasse 42300 Roanne
tél : 04 77 67 83 06 info@realites-be.fr
www.realites-be.fr





SOMMAIRE

Sommaire.....	2
A. PREAMBULE.....	3
1. LE CONTEXTE INTERCOMMUNAL	3
2. LE DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR	3
3. LES OBJETS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE	5
4. LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE.....	5
5. LES REGLES SUPRA-COMMUNALES	6
5.1. Les règles générales de l'urbanisme.....	6
5.2. La Loi Montagne	7
5.3. Le SCOT du Grand Clermont.....	7
5.4. Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET).....	7
5.5. Le SDAGE Loire Bretagne.....	7
5.6. Les SAGE Allier Aval et de la Dore	8
5.1. La Charte du PNR du Livradois Forez.....	8
5.2. Le PCAET	9
B. Les évolutions apportées au PLU-H	10
1. LA MODIFICATION DU ZONAGE	10
1.1. Ajustement concernant la limite des zones Nj et Nl sur la commune de Saint-Jean-des-Ollières	11
1.2. Correction de deux erreurs matérielles du zonage.....	15
1.3. Evolution du périmètre « commerces et services de proximité » sur la commune de Vertaizon pour extension à l'ouest du bourg du périmètre.....	17
1.4. Evolution d'une partie d'un STECAL existant en zone Nh vers Nj à Billom	18
1.5. Evolution de deux zones agricoles pour prise en compte de projet de développement d'exploitation agricole.	19
1.6. Identification nouvelle de bâtis pouvant changer de destination en zones A et N.....	22
1.7. Incidence sur les capacités d'accueil	25
1.8. Evolution des superficies	26
2. LA MODIFICATION DU REGLEMENT ECRIT	27
2.1. Intégration aux règlements écrit de prescriptions paysagères spécifiques aux éventuels projets de retenues d'eau agricoles	27
2.1. Correction, ajustement de formulation aux règlements écrits concernant l'emprise au sol en zone Nl	27
2.2. Reprise et précisions des nuanciers annexés aux règlements écrits.....	33
3. LA MODIFICATION DES ANNEXES	36
4. DES EVOLUTIONS EN ACCORD AVEC LES PRINCIPALES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD).....	38
C. Conclusion	39
D. ANNEXE	40
1. ARRETE DU PRESIDENT DE BILLOM COMMUNAUTE PRESCRIVANT LA PROCEDURE	40



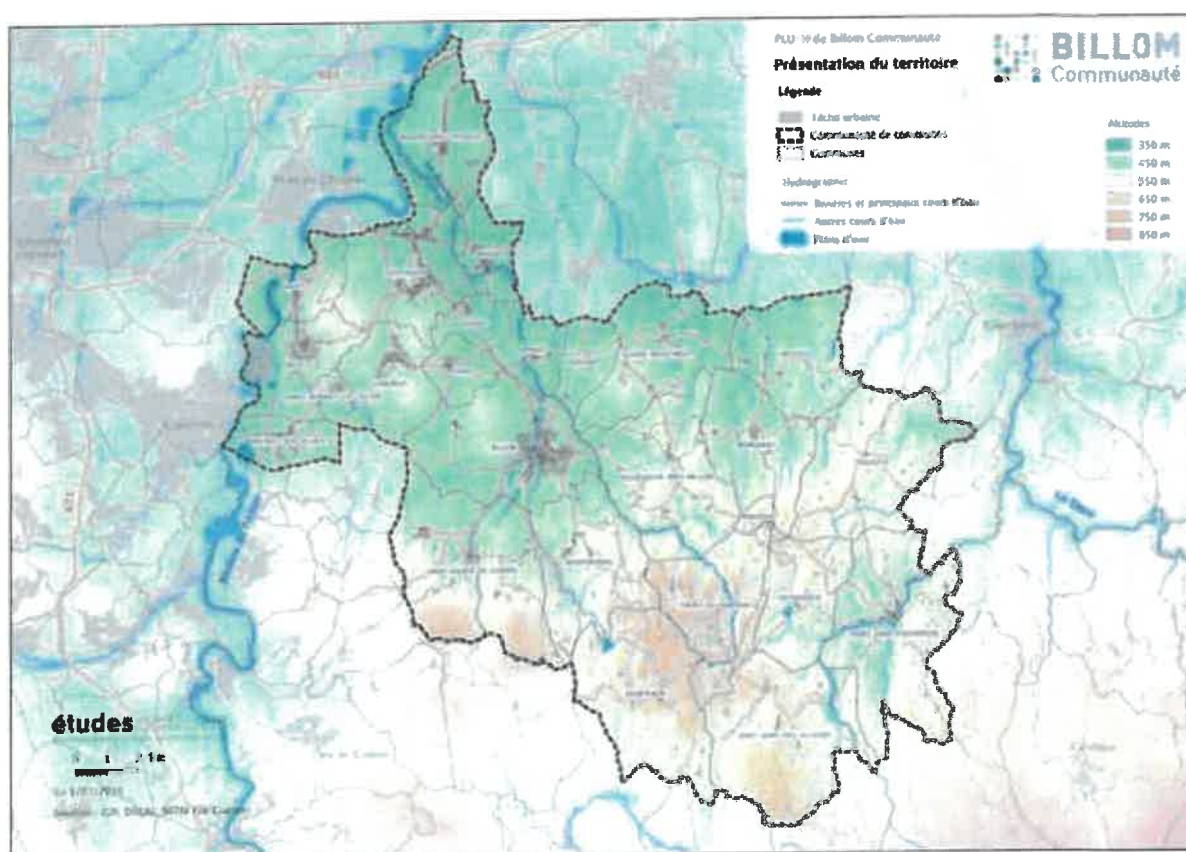
A. PREAMBULE

1. LE CONTEXTE INTERCOMMUNAL

La Communauté de communes Billom Communauté est située au cœur du département du Puy-de-Dôme.

Née de la fusion des Communauté de communes de Billom Saint-Dier Vallée du Jauron et de Mur es Allier au 1^{er} janvier 2017, elle présente une organisation territoriale marquée par une centralité (Billom) et 4 pôles de niveau intermédiaire (Vertaizon, Mur-sur-Allier, Pérignat-ès-Allier, Saint-Dier-d'Auvergne). Les 25 communes qui la composent, regroupent aujourd'hui une population de 25 987 habitants (INSEE-RP2021) sur un territoire de 276 km².

Billom Communauté, avec une progression de + 463 habitants sur la période 2015-2021, se caractérise par une attractivité certaine en terme d'accueil de nouvelles populations, en liens notamment avec une localisation stratégique entre les agglomérations de Clermont-Ferrand et de Thiers, et avec un cadre de vie de qualité entre Val d'Allier, Vallée du Jauron et piémonts du Livradois (Toscane Auvergnate).



Territoire de Billom Communauté

2. LE DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR

Le Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat (PLU-H) de Billom Communauté a été approuvé par délibération du conseil communautaire du 21 octobre 2019.

Le règlement (écrit et graphique) est divisé en 3 secteurs, en cohérence avec les singularités territoriales qui marquent le territoire intercommunal :

Secteur A : Val d'Allier/Vallée du Jauron	Secteur B : Billom	Secteur C : Contreforts du Livradois-Forez
Beauregard-l'Évêque Bouzel Chas Chauriat Espirat Mur-sur-Allier Pérignat-sur-Allier Reignat Saint-Bonnet-lès-Allier Vassel Vertaizon	Billom	Bongheat Égliseneuve-près-Billom Estandeuil Fayet-le-Château Glaine-Montaigut Isserteaux Mauzun Montmorin Neuville Saint-Dier-d'Auvergne Saint-Jean-des-Ollières Saint-Julien-de-Coppel Trézioux

Depuis son approbation, le PLU-H a fait l'objet de deux procédures :

- Modification n°1 approuvée le 25 octobre 2021 :
 - Mise à jour des bâtiments pouvant changer de destination en zones agricole et naturelle
 - Ajustement du zonage agricole (A, As, As*)
 - Ajustement des STECAL en lien avec la politique de l'habitat
 - Création ou extension d'emplacements réservés
 - Ajustement de 3 OAP sectorielles
 - Nouvelle carte des aléas et iso-côtes
 - Réparation de deux erreurs matérielles
 - Ajustement des linéaires commerciaux à Billom
 - Autres adaptations ponctuelles réglementaires écrites ou graphiques (de portée générale ou sectorielle)
 - Liste et représentation cartographique des SUP par secteur
- Modification n°2 approuvée le 29 janvier 2024 :
 - Adaptations réglementaires écrites et graphiques diverses (de portée générale ou sectorielle) : règles des toitures, Coefficient de Biotope par Surface (CBS), clôtures et portails en zone A et N, prescriptions Trame Verte et Bleue, éléments performance énergétique du bâti, emplacements réservés ...
 - Intégration au plan de zonage de la nouvelle cartographie des milieux humides
 - Ajustement zonage A, As, As* pour permettre la réalisation de projets agricoles (notamment Fayet-le-Château, Reignat, Saint-Jean des Ollières)
 - Ouverture d'une zone AUs à l'urbanisation à Montmorin
 - Extension limitée d'une zone constructible sur une zone AUs à Reignat pour répondre aux orientations habitat du Programme d'Orientations et d'Actions
 - Création de secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) :
 - à vocation touristique et artisanale (Bongheat, Fayet-le-Château, Saint-Jean des Ollières, Vertaizon, Saint-Dier d'Auvergne) contribuant à la mise en œuvre de la politique raisonnée de développement économique
 - à vocation habitat (Billom, Saint-Jean des Ollières) contribuant à la mise en œuvre de la politique locale de l'habitat
 - à vocation agricole et pédagogique (Fayet-le-Château, Glaine-Montaigut) contribuant aux développements de nouvelles formes d'activités agricoles
 - Création, suppression d'emplacements réservés (Mur-sur-Allier)
 - Ajustement mineur d'une OAP sectorielle à Glaine-Montaigut
 - Ajustement du STECAL et de l'OAP correspondante pour le projet d'Ecopôle à Pérignat-ès-Allier ;
 - Réparation d'erreurs matérielles notamment : ajout élément de petit patrimoine (Mur-sur-Allier), ajustement étiquettes toponymie (Saint-Dier d'Auvergne), liste des emplacements réservés du secteur Val-d'Allier Vallée-du-Jauron
 - Mise à jour de l'annexe relative aux zonages d'assainissement communaux, le cas échéant



3. LES OBJETS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE

Par arrêté n°104/2025 en date du 6 mars 2025, le Président de Billom Communauté a prescrit une procédure de modification simplifiée. Cette procédure a été retenue pour la modification simplifiée n°1 du PLU-H. Elle concerne les objets suivants :

- 1° Adaptations réglementaires écrites et graphiques diverses (de portée générale ou sectorielle) :
 - o intégration aux règlements écrit de prescriptions paysagères spécifiques aux éventuels projets de retenues d'eau agricoles ;
 - o reprise et précisions des nuanciers annexés aux règlements écrits (intégration code RAL) ;
 - o correction, ajustement de formulation aux règlements écrits et ajustement au règlement graphique concernant notamment : emprise au sol en zone Nl et ajustement zone Nl et Nj sur la commune de Saint-Jean-des-Ollières ;
- 2° Correction de deux erreurs matérielles du zonage : Uco* / N sur la commune de Mur-sur-Allier au niveau de la jonction cadastrale des anciennes communes de Dallet et Mezel, U / As sur la commune de Saint-Julien de Coppel, lieu-dit Cerfeuil ;
- 3° Evolution du périmètre « commerces et services de proximité » sur la commune de Vertaizon pour extension à l'ouest du bourg du périmètre (activités médicales, para-médicales) ;
- 4° Evolution d'une partie d'un STECAL existant en zone Nh vers Nj à Billom ;
- 5° Evolution de deux zones agricoles pour prise en compte de projet de développement d'exploitation agricole : As* en zone A à St-Jean des Ollières et As en zone A à Saint-Julien-de-Coppel ;
- 6° Identification nouvelle de bâtis pouvant changer de destination en zones A et N ;
- 7° Actualisation de l'annexe au PLUH, relative au nouveau classement sonore des infrastructures de transports terrestres conformément à l'arrête de mise à jour du président de Billom Communauté n°186 du 15/04/2024.

Le présent dossier présente les évolutions apportées au PLU-H.

4. LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE

Cette modification simplifiée est lancée conformément aux dispositions des articles L.153-45 et 47 du Code de l'Urbanisme :

« Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L.153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L.151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée. »

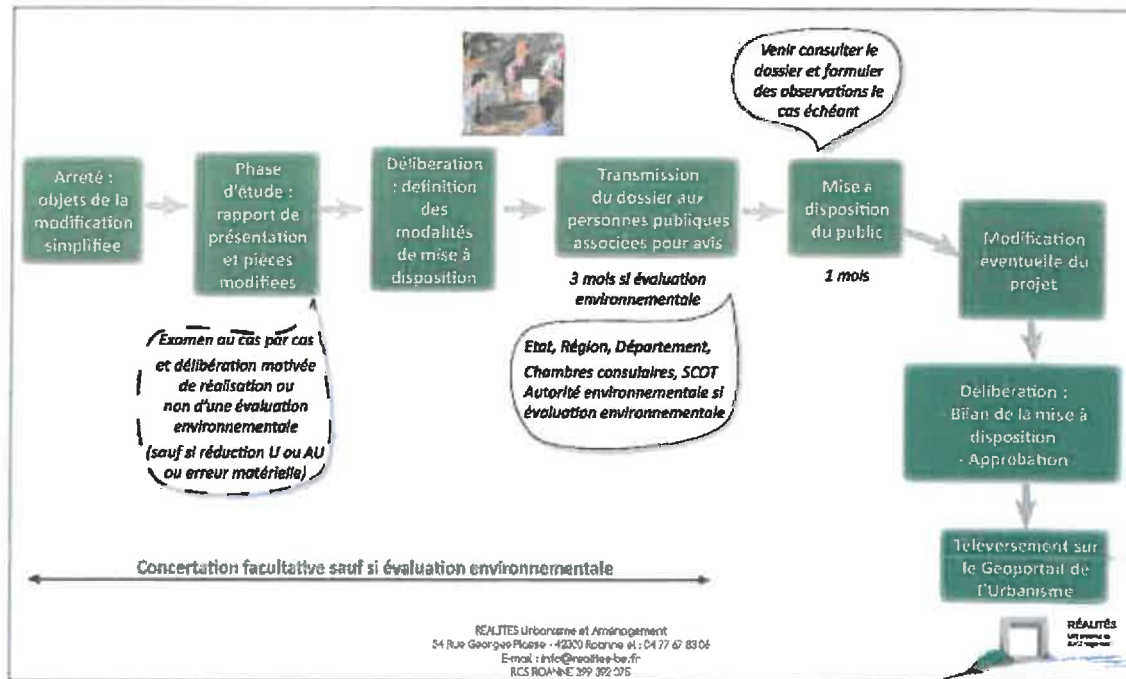
Un arrêté du Président de Billom Communauté a défini les objets de la présente modification simplifiée. Il est joint en annexe du présent rapport.

La MRAE (Autorité environnementale) sera saisie pour avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale de la modification simplifiée du PLU-H.

Le dossier de modification simplifiée sera notifié aux personnes publiques associées. Le dossier sera ensuite mis à disposition du public, pour laquelle une délibération du Conseil Communautaire en définira les modalités. Les avis des PPA reçus seront joints au dossier de mise à disposition du public.

Le projet de modification simplifiée pourra, à l'issue de cette mise à disposition, être modifié pour tenir compte des avis des PPA et des remarques/observations des habitants.

Enfin, la modification simplifiée sera approuvée en Conseil Communautaire.



Cette procédure porte uniquement sur les objets évoqués et les secteurs désignés. Aussi, toute autre requête, ou tout autre objet ne pourra être étudié dans le cadre de cette procédure.

5. LES REGLES SUPRA-COMMUNALES

5.1. LES REGLES GENERALES DE L'URBANISME

L'article L.101-2 du code de l'urbanisme prévoit que, dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

- 1° L'équilibre entre :
 - a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
 - b) Le renouvellement urbain, le développement urbain et rural maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;
 - c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
 - d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
 - e) Les besoins en matière de mobilité ;
- 2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;
- 3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications

électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

- 4° La sécurité et la salubrité publiques ;
- 5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;
- 6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;
- 6° bis La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme ;
- 7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;
- 8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales.

5.2. LA LOI MONTAGNE

Une partie du territoire est classée en zone de Montagne.

5.3. LE SCOT DU GRAND CLERMONT

Le Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Clermont a été approuvé le 29 novembre 2011. Depuis il a fait l'objet de plusieurs évolutions pour permettre certains projets ou s'adapter à un nouveau contexte politique. Une modification n°8 est en cours.

Il s'agit d'un SCOT « intégrateur », c'est-à-dire qu'il est chargé de reprendre toutes les dispositions supérieures et de définir leurs modalités de prise en compte dans le SCOT et les documents d'urbanisme (lien de prise en compte, de compatibilité ou de conformité).

5.4. LE SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES (SRADDET)

Le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté par le Conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 et a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020. Il vient se substituer, à compter de son approbation, aux schémas préexistants suivants : schéma régional climat air énergie (SRCAE), schéma régional de l'intermodalité, plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), schéma régional de cohérence écologique (SRCE).

Les SCot (à défaut PLU(i), cartes communales ou les documents en tenant lieu), ainsi que les PDU, PCAET et chartes de PNR doivent :

- prendre en compte les objectifs du SRADDET,
- être compatibles avec les règles du SRADDET.

Le SRADDET fixe des objectifs à horizon 2030, notamment en matière de biodiversité, à l'échelle régionale. Le SRADDET s'organise autour de six grands thèmes :

- Aménagement du territoire et de la montagne
- Infrastructures de transport, d'intermodalité et de développement des transports
- Climat, air, énergie
- Protection et restauration de la biodiversité
- Prévention et gestion des déchets
- Risques naturels

5.5. LE SDAGE LOIRE BRETAGNE

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification qui fixe pour un grand bassin hydrographique les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et dans le respect des principes de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. Les orientations fondamentales du

SDAGE et leurs dispositions sont opposables aux décisions administratives dans documents tels que les plans locaux d'urbanisme.

Le SDAGE Loire Bretagne, fixant des objectifs pour 2022-2027 a été adopté en Mars 2022.

Les 14 grandes orientations fondamentales retenues par le SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027 sont :

- Repenser les aménagements de cours d'eau dans leur bassin versant,
- Réduire la pollution par les nitrates,
- Réduire la pollution organique, phosphorée et microbiologique,
- Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides
- Maîtriser et réduire la pollution due aux micropolluants,
- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau,
- Gérer les prélèvements d'eau de manière équilibrée et durable,
- Préserver et restaurer les zones humides,
- Préserver la biodiversité aquatique,
- Préserver le littoral,
- Préserver les têtes de bassin versant,
- Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques,
- Mettre en place des outils réglementaires et financiers,
- Informer, sensibiliser, favoriser les échanges.

5.6. LES SAGE ALLIER AVAL ET DE LA DORE

Le territoire de Billom Communauté s'inscrit dans le SAGE Allier Aval et dans le SAGE de la Dore.

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un document de planification de la gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Les documents d'urbanisme doivent eux, être compatibles avec les objectifs de protection définis par le SAGE.

5.1. LA CHARTE DU PNR DU LIVRADOIS FOREZ

Le Parc Naturel Régional du Livradois-Forez (PNRLF) a été créé en 1986. Son périmètre s'étale sur 162 communes étalées sur les départements du Puy-de-Dôme, de la Haute-Loire et de la Loire, y compris la partie Est du territoire de Billom Communauté. La Charte du parc est le contrat qui concrétise le projet de préservation, de mise en valeur et de développement de son territoire pour 12 ans, soit à l'horizon 2023. La révision de cette Charte a été initiée pour être approuvée par décret avant juin 2026. Elle concerne la période 2026-2041.

Concernant le territoire de Billom Communauté, la Charte actuelle du parc indique notamment des objectifs en faveur d'un urbanisme frugal, de construction des paysages de demain et de maintien de la biodiversité / diversification des habitats naturels.

Axe 1 : Un "socio patrimonial" facteur d'appartenance

1.1 Maintien de la biodiversité et diversifier les habitats naturels

- Zone d'intérêt écologique disposant d'un plan de gestion ou d'une mesure de protection
- Zone d'intérêt écologique inventoriée ne disposant pas de plan de gestion ou de mesure de protection
- Zone d'intérêt écologique prioritaire pour mettre en place un plan de gestion ou des mesures de protection
- Zone de haute qualité (Zones Chaudes, Vannes hautes / Couloirs écologiques) à réhabiliter

1.2 Construire les paysages de demain

- Site remarquable à doter d'outils garantissant le maintien des structures paysagères et d'équipements nécessaires à leur gestion durable
- Marchés sur lesquels mettre en place des dispositifs locaux et concertés de protection et de valorisation
- Espace d'intérêt paysager devant être objet de démarches de valorisation patrimoniale et touristique
- Infrastructures de transport à préserver
- Coupe verte à préserver
- Chaire à garder ou créer
- Point de vue depuis des axes à créer

Axe 2 : Un "territoire de ressources" au bénéfice des habitants

2.1 : Préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques par une gestion exemplaire

- Source de pollution de ruisseau à traiter en priorité
- Masse d'eau devant bénéficier de travaux de restauration de la morphologie ou des conditions hydrologiques

2.2 : Préserver et développer une gestion durable de la forêt

- Forêt bénéficiant de règles favorables en matière de pratiques sylvicoles

2.3 : Encourager des pratiques agricoles saines favorables à une gestion durable des ressources

- Exemples de pratiques agro-écologiques pour la transition locale

2.4 : Développer un tourisme durable de nature et de patrimoine, basé sur des ressources

- Site ou lieu de caractère
- Pôle touristique majeur à structurer
- Pôle touristique secondaire à structurer
- Site ou lieu structurant un territoire touristique de nature

2.5 : Valoriser les ressources en énergies renouvelables

- Potentialités solaires à développer
- Forêt ou l'exploitation d'espaces naturels à partir de laquelle peut être aménagée

Axe 3 : Des pratiques plus durables pour une "bonne vie"

3.2 Mettre en œuvre un urbanisme "frugal" et en matière de consommation

- Espace dédié à l'habitat collectif ou à l'habitat individuel
- Coupe d'espaces
- Quartier de gare à développer

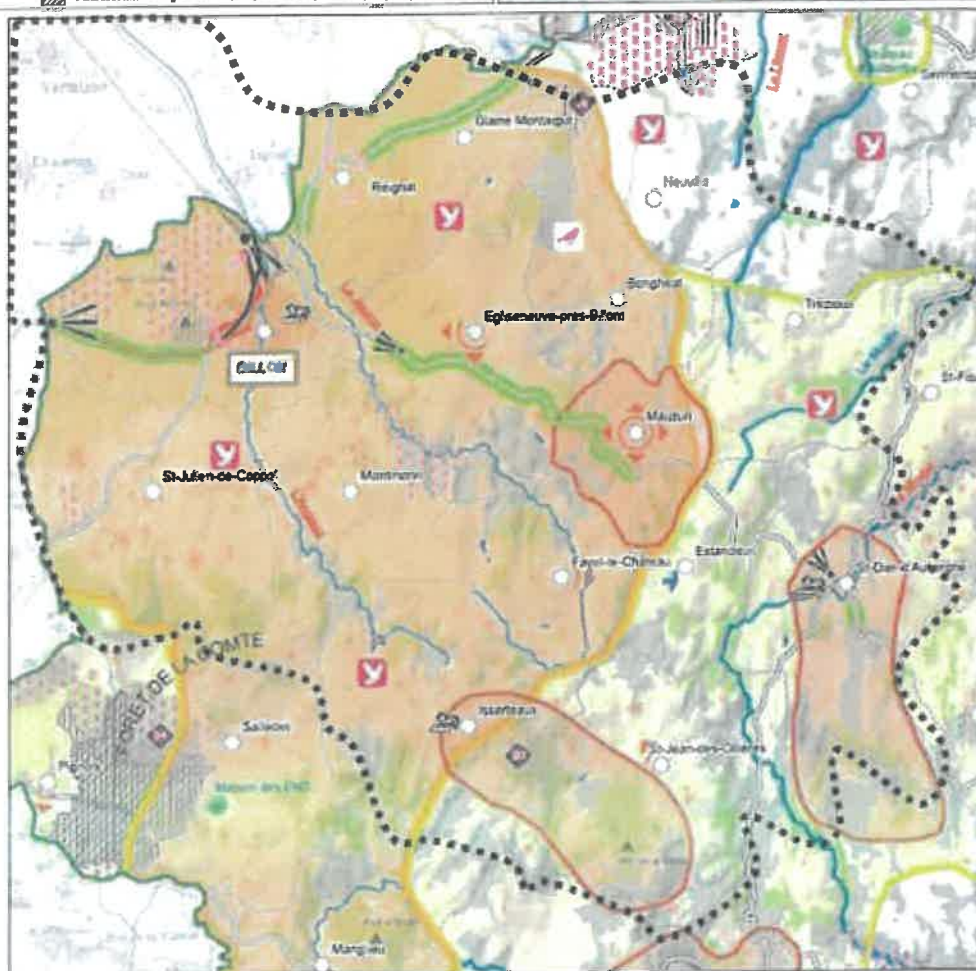
3.3 Développer des modes de transports et de déplacement doux en milieu rural

- Ligne ferroviaire sur laquelle développer le bus, le tramway et les rabattements
- Autre ligne ferroviaire sur laquelle développer des systèmes de rabattement

Axe 4 : "Citoyen d'ici et du monde" : l'homme au cœur du projet

4.3 S'ouvrir aux autres et au monde par la culture

- Lieu de développement et de création
- Salons à valoriser
- Projets à soutenir



Extrait de la Charte du PNRLF sur le territoire de Billom Communauté

5.2. Le PCAET

Le Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) a été validé par le Conseil communautaire du 25 janvier 2021. Il est consultable sur le site internet de Billom Communauté (<https://billomcommunaute.fr/vie-pratique/plan-climat-air-energie-territorial/>)

B. LES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AU PLU-H

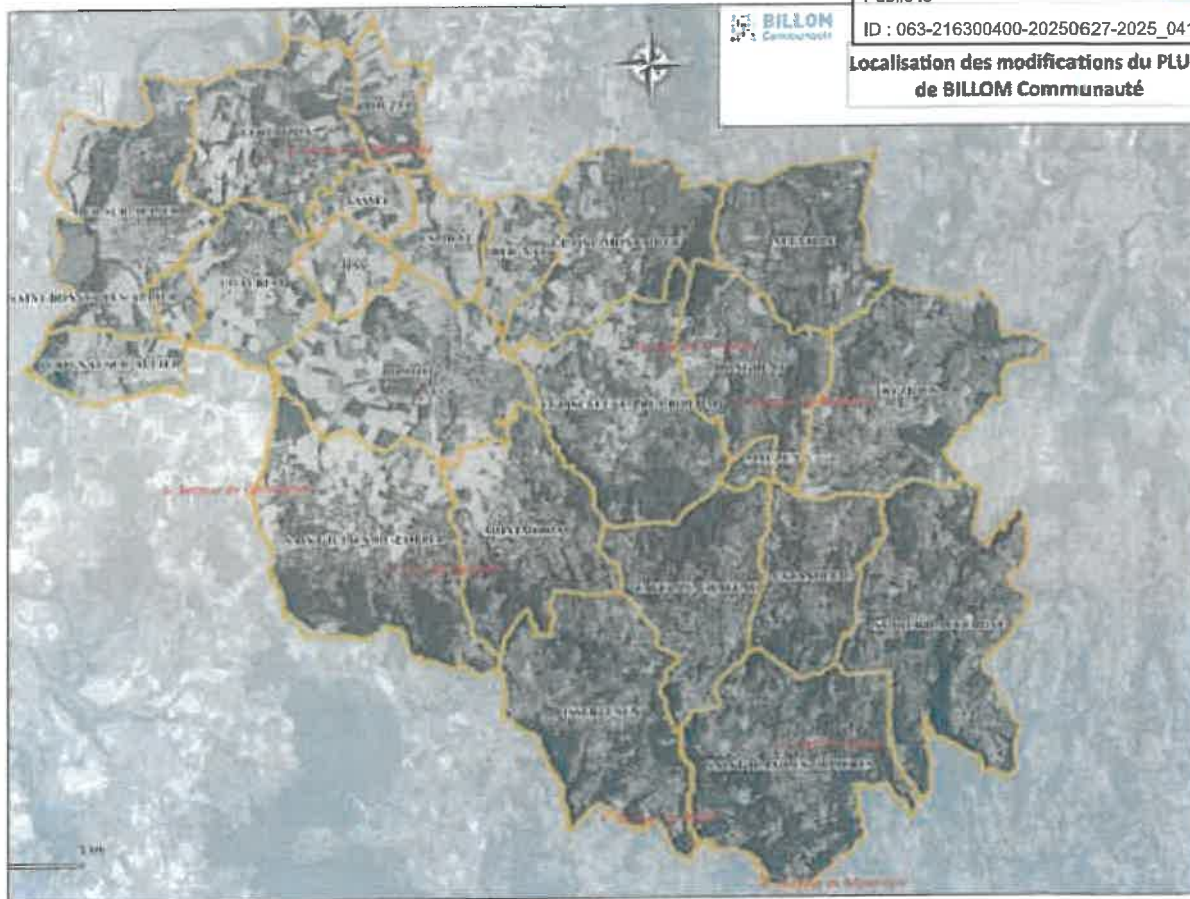
Les évolutions apportées au PLU-H auront une incidence sur plusieurs pièces du document d'urbanisme :

Objet N°	Objet de l'arrêté	Secteur PLU-H	Pièces PLU-H concernées
1a	Intégration aux règlements écrit de prescriptions paysagères spécifiques aux éventuels projets de retenues d'eau agricoles	Tous les secteurs	Règlement écrit
1b	Reprise et précisions des nuanciers annexés aux règlements écrits (intégration code RAL)	Tous les secteurs hors Billom	Règlement écrit
1c	Correction, ajustement de formulation aux règlements écrits et ajustement au règlement graphique concernant notamment : emprise au sol en zone Nl et ajustement zone Nl et Nj sur la commune de Saint-Jean-des-Ollières ;	Toutes les secteurs hors Billom	Règlements écrit et graphique
2	Correction de deux erreurs matérielles du zonage : Uco* / N sur la commune de Mur-sur-Allier au niveau de la jonction cadastrale des anciennes communes de Dallet et Mezel, U / As sur la commune de Saint-Julien de Coppel, lieu-dit Cerfeuil	Toutes les secteurs hors Billom	Règlement graphique
3	Evolution du périmètre « commerces et services de proximité » sur la commune de Vertaizon pour extension à l'ouest du bourg du périmètre (activités médicales, para-médicales)	Val d'Allier Vallée du Jauron	Règlement graphique
4	Evolution d'une partie d'un STECAL existant en zone Nh vers Nj à Billom	Billom	Règlement graphique
5	Evolution de deux zones agricoles pour prise en compte de projet de développement d'exploitation agricole : As* en zone A à St-Jean des Ollières et As en zone A à Saint-Julien-de-Coppel	Tous les secteurs hors Billom	Règlement graphique
6	Identification nouvelle de bâtis pouvant changer de destination en zones A et N	Contreforts du Livradois	Règlement graphique
7	Actualisation de l'annexe au PLUH, relative au nouveau classement sonore des infrastructures de transports terrestres conformément à l'arrêté de mise à jour du président de Billom Communauté n°186 du 15/04/2024	Tous les secteurs	Annexes

1. LA MODIFICATION DU ZONAGE

La modification simplifiée du PLU-H entraîne une modification du zonage sur les points suivants :

- Ajustement concernant la limite des zones Nj et Nl sur la commune de Saint-Jean-des-Ollières ;
- Correction de deux erreurs matérielles du zonage :
 - o Uco* / N sur la commune de Mur-sur-Allier au niveau de la jonction cadastrale des anciennes communes de Dallet et Mezel ;
 - o U / As sur la commune de Saint-Julien de Coppel, lieu-dit Cerfeuil ;
- Evolution du périmètre « commerces et services de proximité » sur la commune de Vertaizon pour extension à l'ouest du bourg du périmètre ;
- Evolution d'une partie d'un STECAL existant en zone Nh vers Nj à Billom ;
- Evolution de deux zones agricoles pour prise en compte de projet de développement d'exploitation agricole :
 - o As* en zone A à Saint-Jean des Ollières ;
 - o As en zone A à Saint-Julien-de-Coppel ;
- Identification nouvelle de bâtis pouvant changer de destination en zones A et N : Saint-Jean-des-Ollières, Bongheat, Vertaizon, Egliseneuve-près-Billom.



Carte de localisation des objets de la procédure

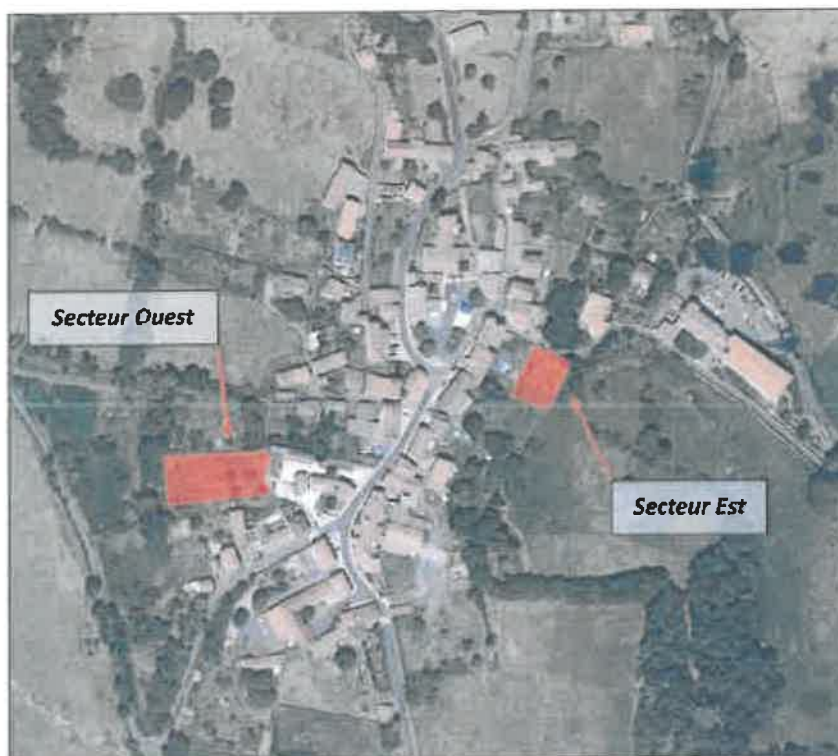
1.1. AJUSTEMENT CONCERNANT LA LIMITE DES ZONES NJ ET NL SUR LA COMMUNE DE SAINT-JEAN-DES-OLLIERES

Dans le cadre des réflexions sur l'aménagement du bourg, la commune de Saint-Jean-des Ollières ambitionne la réalisation de plusieurs projets en liens avec la valorisation du cadre de vie pour les habitants et les visiteurs :

- En accompagnement d'un projet communal multi-fonctions (accueil randonneurs et commerce de proximité), elle souhaite aménager un équipement de loisirs de type city-stade. Le projet d'équipement initialement projeté à l'Ouest du bourg sur une parcelle classé en NI (zone de loisirs), est appelé à être déplacé à l'Est du bourg. La parcelle identifiée pour ce projet est classée en zone NJ (zone de jardins). Il s'agit d'une propriété communale.



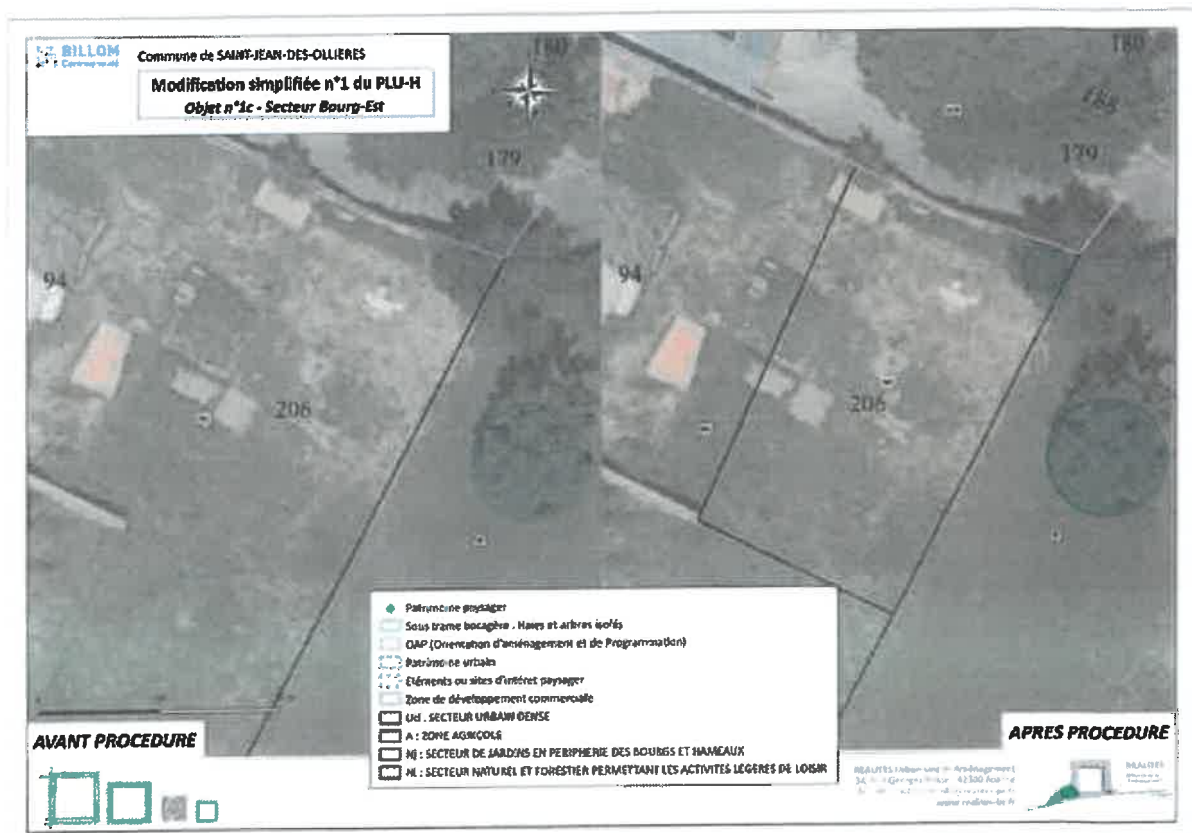
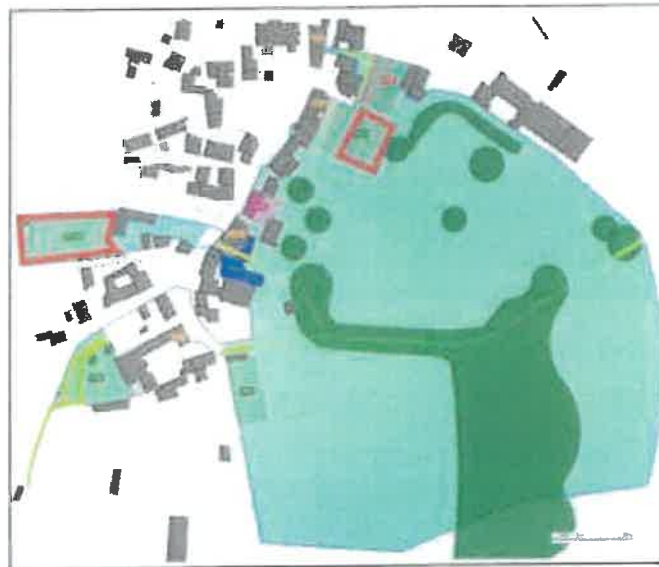
- Cette relocalisation est également liée à la volonté communale de valoriser la parcelle localisée à l'Ouest du bourg, dans le cadre d'un projet de jardin partagé à vocation de verger conservatoire. En effet, le caractère jardiné du site, sa proximité à la mairie et à l'école, ainsi que son inscription en continuité d'un jardin (tènement au Nord), apparaissent plus favorables à l'aménagement d'un espace public vert de proximité, qu'à la mise en place d'un équipement de loisirs. A noter que cette parcelle est également propriété communale.

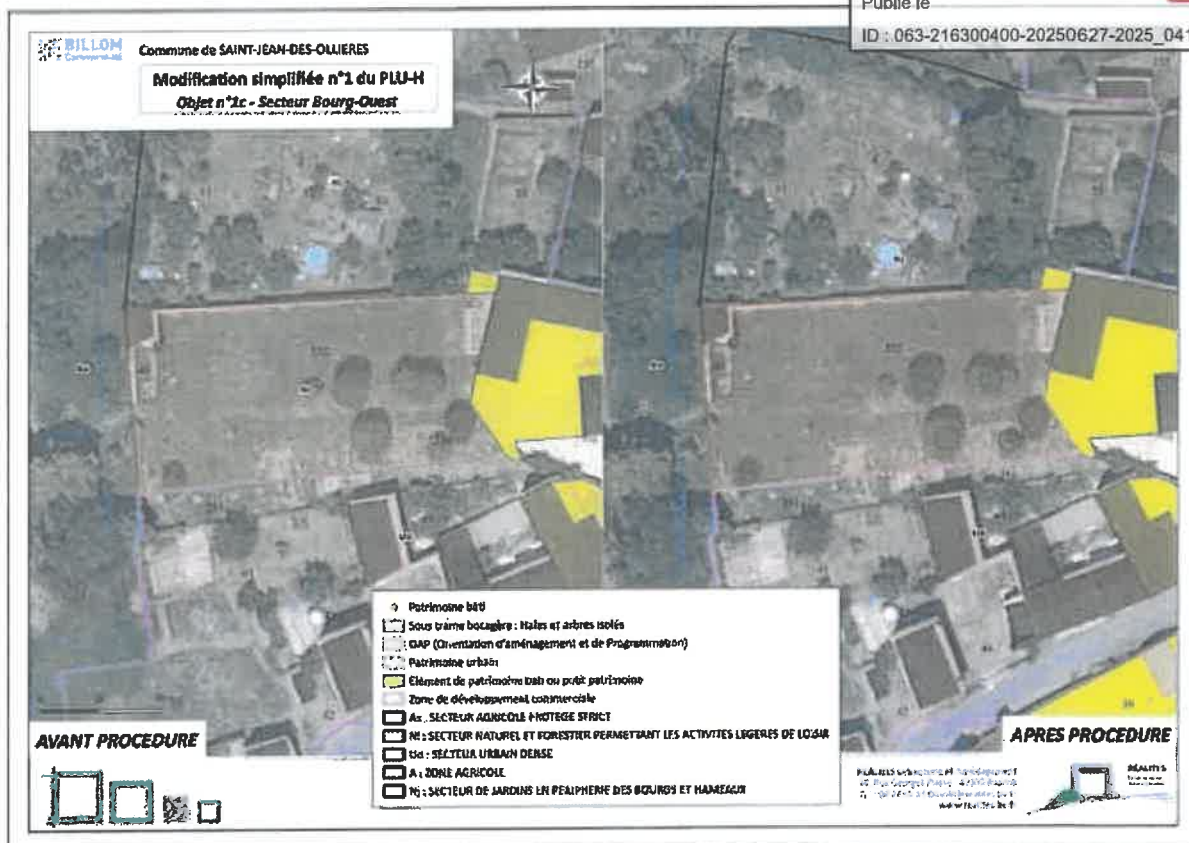


Localisation des parcelles concernées par la procédure à l'échelle du bourg

Ainsi, l'évolution projetée du zonage vise à inverser le classement entre les zones NI et NI

identifiés dans un objectif de préservation.
 L'évolution du zonage respecte les orientations de l'OAP « du Clos » définie sur un vaste périmètre à l'échelle du bourg :







1.2. CORRECTION DE DEUX ERREURS MATERIELLES DU ZONAGE

1.2.1. Uco* / N sur la commune de Mur-sur-Allier au niveau de la jonction cadastrale des anciennes communes de Dallet et Mezel

La jonction entre les anciennes limites cadastrales des communes de Dallet et Mezel, présente des erreurs géométriques (bâti partiellement représenté). Elles ont conduit à des erreurs d'interprétations graphiques dans le dessin du plan de zonage, et ce alors que les constructions existaient déjà (habitation coupée en deux par la limite entre les zones U*co et N ; accès des habitations en zone N, alors que l'habitation est classée en zone U*co).

L'évolution projetée du zonage vise à corriger ces erreurs matérielles qui aujourd'hui ne rendent pas possible l'aménagement d'un accès à deux habitations (parcelles 303 et 254) et l'évolution d'une habitation (parcelle 254). Les parties des parcelles concernées sont reclassées en zone U*co. Les arbres isolés d'intérêt sont identifiés dans un objectif de préservation.



1.2.2. U / As sur la commune de Saint-Julien-de-Coppel, lieu-dit Cerfeuil

Au village de Cerfeuil à Saint-Julien-de-Coppel, la limite entre les zones U et As coupe une habitation en deux, alors qu'existante lors de l'élaboration du PLU-H. Ce découpage du zonage contraind fortement les possibilités d'évolution de l'habitation implantée sur la parcelle 304, que ce soit en matière de travaux de rénovation, de construction d'annexe ou d'extension, alors que cette habitation s'inscrit sur une parcelle aménagée.



L'objectif est donc de revoir le plan de zonage afin de reclasser les abords de la construction concernée en zone U, à l'instar des autres habitations du village implantées à proximité. Ce qui permettra une évolution à la marge de l'habitation existante.



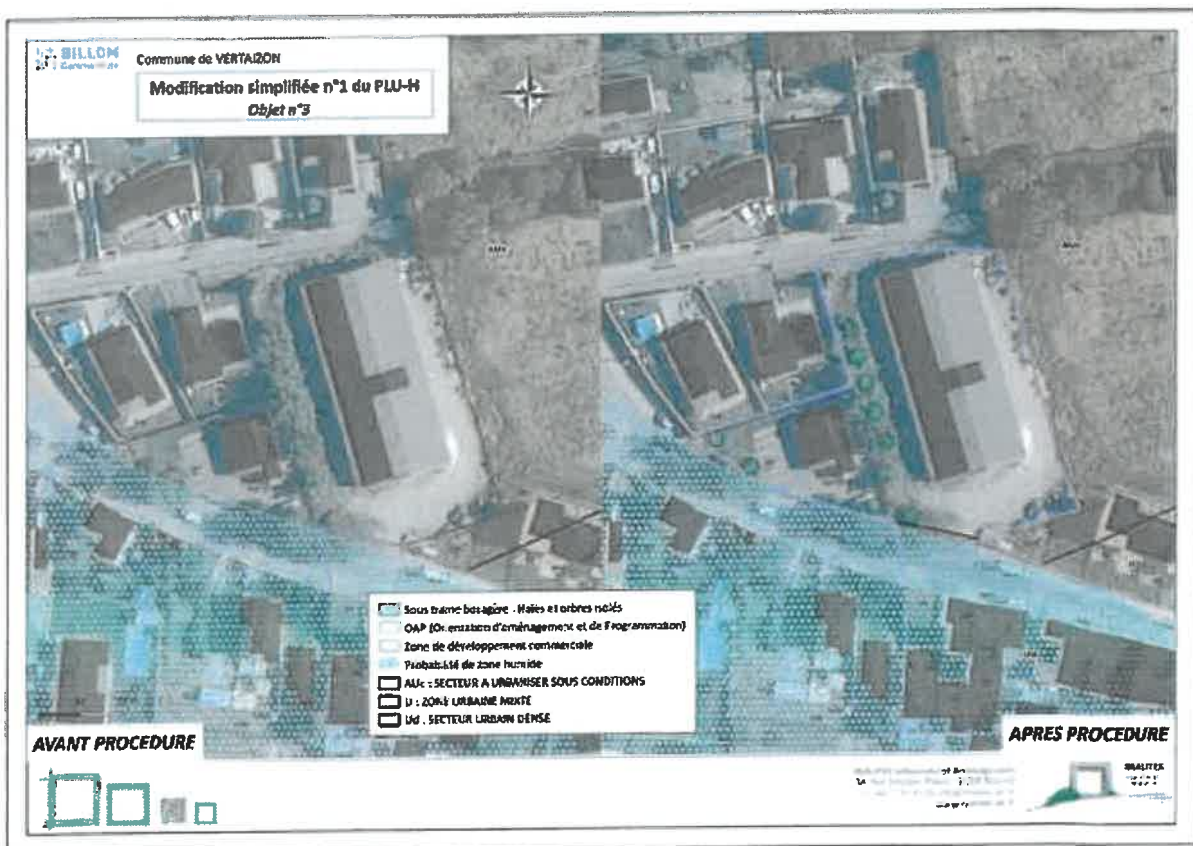
1.3. EVOLUTION DU PERIMETRE « COMMERCE ET SERVICES DE PROXIMITE » S POUR EXTENSION A L'OUEST DU BOURG DU PERIMETRE

Le bourg de Vertaizon accueille un cabinet médical (parcelle 765). En appui avec cette activité, la commune souhaite permettre la création d'un pôle médical et paramédical de proximité, via la réalisation d'un projet de pharmacie sur la parcelle voisine (779). Cette parcelle accueille aujourd'hui une construction qui serait valorisée dans le cadre du projet.



Actuel cabinet médical et bâti voisin objet du projet de pharmacie

Le tènement concerné est classé en zone U, mais s'inscrit en limite du périmètre de développement commercial défini au zonage sur le cœur de bourg. Afin de permettre la réalisation de ce projet, il est projeté d'agrandir à ces deux parcelles, le périmètre d'implantation des commerces et services de proximité. Les limites des zones ne sont pas modifiées. Les arbres isolés d'intérêt sont identifiés dans un objectif de préservation.

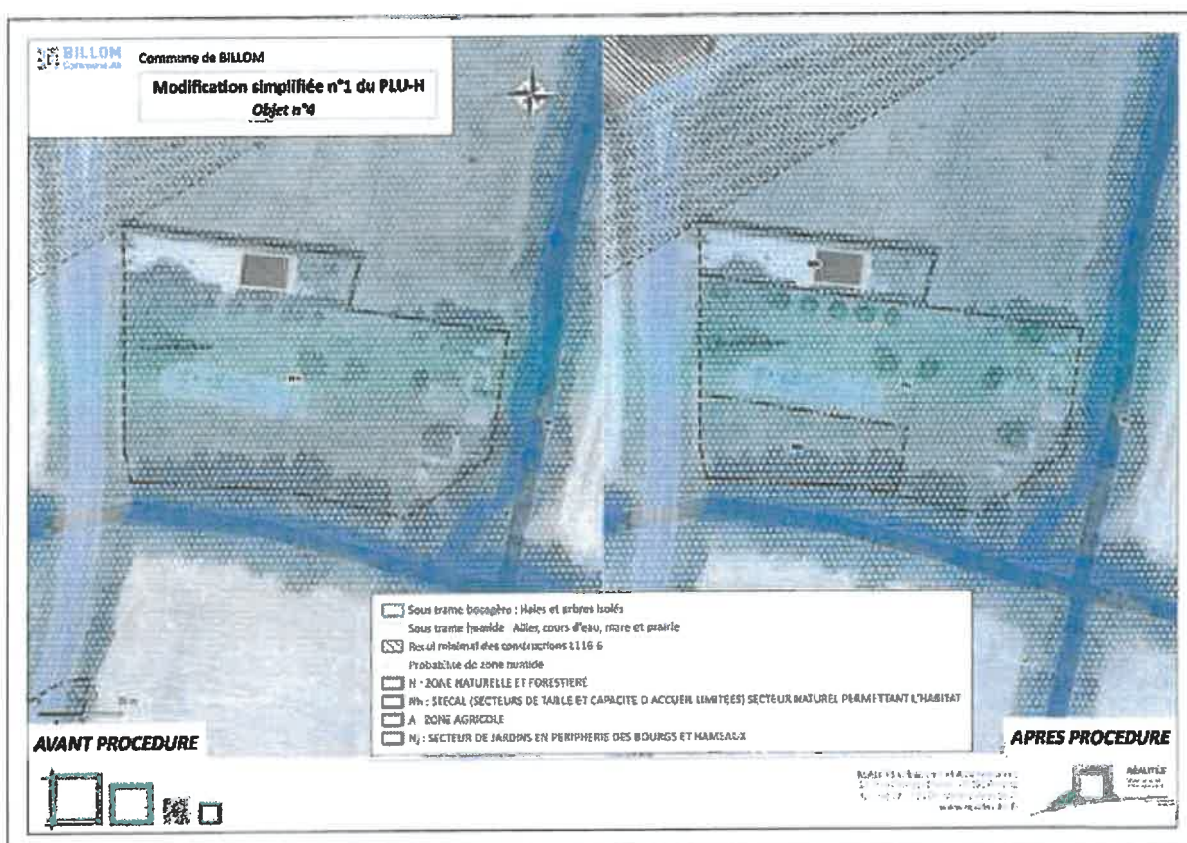


1.4. EVOLUTION D'UNE PARTIE D'UN STECAL EXISTANT EN ZONE NH VERS Nj A BILLOM

Un STECAL Nh permettant l'habitat a été défini au plan de zonage sur un secteur inscrit en entrée Ouest de Billom aux abords de la RD229. Deux habitations ont été aménagées sur le site, elles s'accompagnent de jardins potagers.



Le projet d'aménagement initialement imaginé pour l'accueil des gens du voyage sur l'ensemble de la zone Nh, n'apparaît pas fonctionnel au regard de la proximité du voisinage. Dans ce cadre, il s'agit de redéfinir les limites de la zone Nh aux aménagements réalisés et de reclasser en zone Nj les emprises restantes, en cohérence avec le caractère actuel du site. Les arbres isolés d'intérêt sont identifiés dans un objectif de préservation.



1.5. EVOLUTION DE DEUX ZONES AGRICOLES POUR PRISE EN COMPTE D'EXPLOITATION AGRICOLE

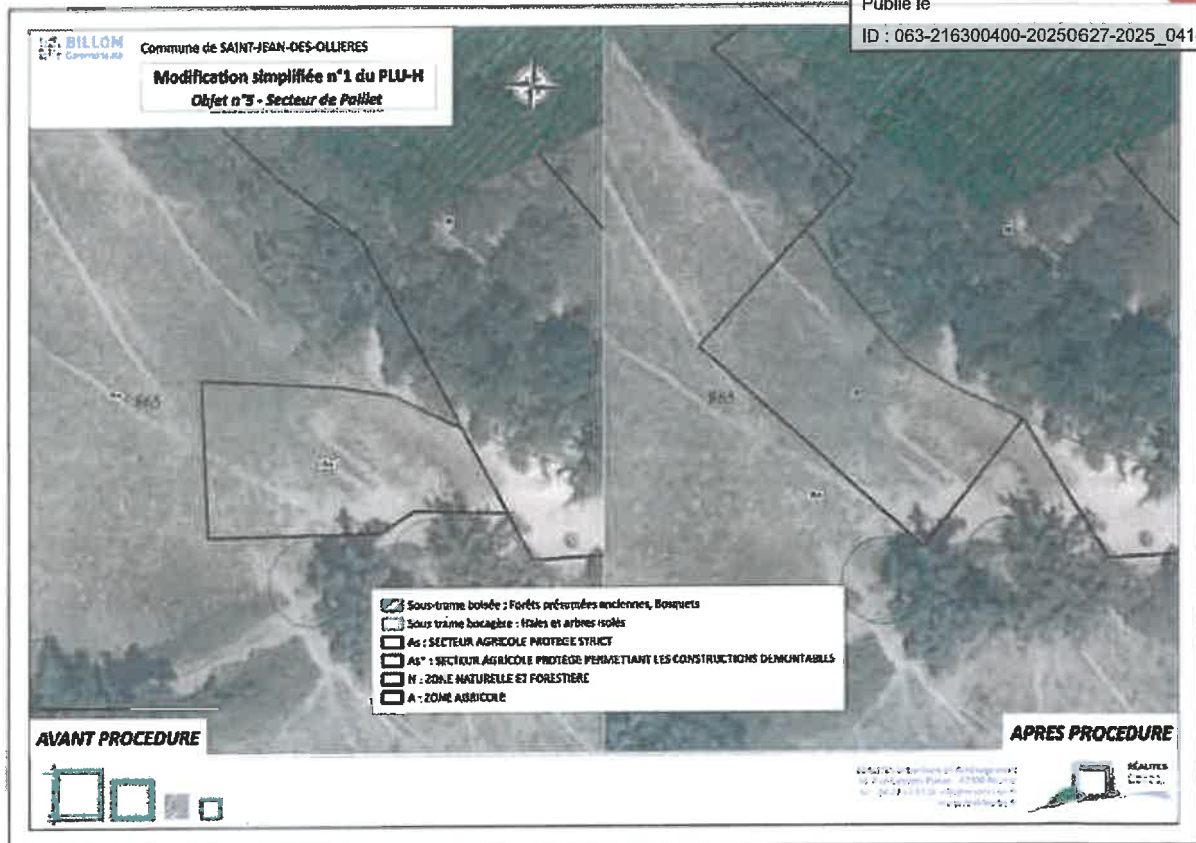
1.5.1. As* en zone A à Saint-Jean-des-Ollières, secteur de Paillet

Une exploitation agricole est implantée sur le secteur du Paillet sur la commune de Saint-Jean-des-Ollières. Cette exploitation pérenne souhaite construire un bâtiment pour le stockage du foin d'environ 200 m² dans le cadre du développement de son activité.

Au regard de l'organisation actuelle de l'exploitation (foncier propriété de l'exploitant ; implantation des constructions d'exploitation) et de sa localisation à proximité du village de Paillet, un unique site est ressorti pour l'implantation de ce bâtiment de stockage. Il s'agit de la partie Est de la parcelle 865 classée en zone As*, zone agricole protégée permettant les constructions démontables. La parcelle est déclarée à la PAC en tant que prairie.

Pour permettre la réalisation de ce projet de construction non démontable, nécessaire au développement de l'exploitation agricole, la modification projetée du zonage porte sur un reclassement en zone agricole constructible (A). La sous-trame bocagère (haies et arbres isolés) identifiée au PLU opposable est intégralement préservée.





1.5.2. As en zone A à Saint-Julien-de-Coppel, secteur de Contournat

Un exploitant agricole tourné vers le maraîchage utilise du foncier (parcelle 439, non déclarée à la PAC) au Sud du village de Contournat sur la commune de Saint-Julien-de-Coppel. Dans le cadre du développement de son activité, l'exploitant souhaite y construire une serre démontable d'une superficie d'environ 240 m² (9,30 * 26,00 m), ceci à proximité de l'enveloppe urbaine du village.



Le tènement concerné est classé en zone As, zone à la constructibilité limitée, qui ne permet pas la réalisation de ce projet. Il est ainsi projeté de le reclasser en zone agricole constructible (A). La délimitation de la zone A n'établit pas de continuité avec la zone A limitrophe, de manière à préserver la trame végétale existante en limite Ouest du site. Un arbre

isolé d'intérêt est identifié dans un objectif de préservation. L'évolution du zonage concerne le seul foncier nécessaire au projet.



1.6. IDENTIFICATION NOUVELLE DE BATIS POUVANT CHANGER DE DESTINATION EN ZONES A ET N

Dans le cadre de la présente procédure, l'identification de quatre nouveaux changements est projetée sur l'ensemble du territoire intercommunal (Saint-Jean-des-Ollières, secteur de Montrouy / Bongheat, secteur la Redonde / Egliseneuve-près-Billom, secteur la Pireyre / Vertaizon). Ce qui porterait à 572 le nombre de bâtiments identifiés.

Il s'agit de permettre la valorisation de quatre constructions existantes, toutes desservies par les réseaux et éloignées des exploitations agricoles les plus proches. Le règlement du PLU-H ne définit pas la nature de la future destination du bâtiment. Cette évolution est à étudier au cas par cas, sans que la nouvelle destination n'impacte l'activité agricole.

1.6.1. Saint-Jean-des-Ollières secteur de Montrouy



Foncier déclaré à la PAC (2023) / Identification du bâti concerné dont subsistent le ciôs et le couvert



1.6.2. **Bongheat** secteur la Redonde

Foncier déclaré à la PAC (2023) / Identification du bâti concerné, accolé à une habitation



1.6.3. Eglise-neuve-près-Billom, secteur la Pireyre



Foncier déclaré à la PAC (2023) / Identification du bâti concerné à l'architecture caractéristique d'un ancien bâtiment d'élevage, sans usage depuis plus de 5 ans et sans qu'un exploitant implanté à proximité n'ait souhaité le reprendre



1.6.4. Vertaizon



Identification du bâti concerné, inscrit au sein d'un ensemble patrimonial



1.7. INCIDENCE SUR LES CAPACITÉS D'ACCUEIL

Les capacités d'accueil à l'issue de la procédure sont appelées à évoluer à la marge par rapport à celles du PLU-H opposable.

En effet, la procédure bien qu'induisant une évolution du zonage en zone U, conduit « uniquement » à corriger des erreurs matérielles afin de prendre en compte l'urbanisation existante.

Les évolutions de la zone Nh conduisent à une réduction de leur emprise, tendant à restreindre la capacité de la zone.

Seuls les quatre changements de destinations identifiés ont une incidence sur la capacité d'accueil du PLU-H. Au regard des 568 constructions identifiées au document opposable, cette incidence apparaît négligeable.

Les autres évolutions du PLU-H n'impactent pas la capacité d'accueil.

1.8. EVOLUTION DES SUPERFICIES

En lien avec la correction d'erreurs matérielles, les emprises des zones U et U*co augmentent respectivement de 0,05 ha et 0,20 ha, alors que l'emprise de la zone A diminue de 0,11 ha et celle de la zone N de 0,14 ha.

L'équilibre du plan de zonage et la philosophie du PADD sont respectés, puisque les zones U et AU connaissent uniquement une évolution de 0,25 ha, soit 0,0009% de la superficie du territoire intercommunal.

Zones	Superficie PLU-H actuel	Zones	Superficie PLU-H révisé	Evolution	% de la superficie PLU-H révisé
Zones urbaines					
U	821,25	U	821,31	+0,05	2,95%
U*co	44,38	U*co	44,57	+0,20	0,16%
Uca	38,79	Uca	38,79	0,00	0,14%
Uca*	3,06	Uca*	3,06	0,00	0,01%
Ucv	7,85	Ucv	7,85	0,00	0,03%
Ud	344,38	Ud	344,38	0,00	1,24%
Ue	26,85	Ue	26,85	0,00	0,10%
Uga	10,13	Uga	10,13	0,00	0,04%
Ugv	0,59	Ugv	0,59	0,00	0,00%
Ui	39,42	Ui	39,42	0,00	0,14%
Ui*	29,72	Ui*	29,72	0,00	0,11%
UI	21,77	UI	21,77	0,00	0,08%
Ur	100,25	Ur	100,25	0,00	0,36%
Ut	1,64	Ut	1,64	0,00	0,01%
Total zones U	1490,08		1490,33	+0,25	5,35%
Zones à urbaniser					
AUC	30,94	AUC	30,94	0,00	0,1%
AUga	1,35	AUga	1,35	0,00	0,0%
AUmu	11,16	AUmu	11,16	0,00	0,0%
AUs	19,04	AUs	19,04	0,00	0,1%
Total zones AU	62,49		62,49	0,00	0,2%
Total zones constructibles (U+AU)	1552,57		1552,82	+0,25	5,6%
Zones agricoles					
A	8847,44	A	8847,58	+0,14	31,78%
Ae	0,42	Ae	0,42	0,00	0,00%
Ah	2,81	Ah	2,81	0,00	0,01%
Ah*	0,20	Ah*	0,20	0,00	0,00%
Ai	0,83	Ai	0,83	0,00	0,00%
As	8540,60	As	8540,40	-0,20	30,68%
As*	33,78	As*	33,73	-0,05	0,12%
At	6,01	At	6,01	0,00	0,02%
At*	2,09	At*	2,09	0,00	0,01%
Total zones A	17434,18		17434,07	-0,11	62,62%
Zones naturelles					
N	7860,40	N	7850,16	-0,24	28,23%
N*enr	17,33	N*enr	17,33	0,00	0,06%
Ne	2,11	Ne	2,11	0,00	0,01%
Nh	1,24	Nh	1,02	-0,22	0,00%
Nj	42,57	Nj	43,01	0,44	0,15%
NI	127,37	NI	127,25	-0,11	0,46%
Nn	606,29	Nn	606,29	0,00	2,18%
Nnl	27,74	Nnl	27,74	0,00	0,10%
Nnt*	0,31	Nnt*	0,31	0,00	0,00%
Ns	156,48	Ns	156,48	0,00	0,56%
Nt	8,27	Nt	8,27	0,00	0,03%
Nt*	2,63	Nt*	2,63	0,00	0,01%
Total zones N	8852,73		8852,59	-0,14	31,80%
Total zones agricoles et naturelles	26286,91		26286,66	-0,25	94,4%
TOTAL	27839,48		27839,48	/	100,00%

2. LA MODIFICATION DU REGLEMENT ECRIT

Texte rajouté (xxx) / texte supprimé (xxx)

2.1. INTEGRATION AUX REGLEMENTS ECRIT DE PRESCRIPTIONS PAYSAGERES SPECIFIQUES AUX EVENTUELS PROJETS DE RETENUES D'EAU AGRICOLES

Une étude Hydrologie, Milieux, Usages, Climat (HMUC) est actuellement en cours à l'échelle du bassin versant de l'Allier. Cette étude a pour objectif de définir les besoins concernant la ressource en eau sur le territoire. Elle sera ensuite déclinée au sein du Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau du Bassin Allier Aval (PTGE) qui vise à mettre en adéquation les besoins et les ressources en eau sur le bassin, en anticipant le changement climatique et en respectant la fonctionnalité des écosystèmes. Les retenues d'eau à vocation agricole feront l'objet d'une action spécifique dans le cadre du PTGE.

Dans ce contexte, le règlement de la zone A et de la zone N du PLU-H est complété par de nouvelles dispositions ayant pour ambition d'assurer une bonne intégration paysagère des aménagements des retenues d'eau agricoles, tant en matière de mouvements de sols que de végétalisation. Il s'agit également d'afficher l'intérêt collectif de ces aménagement et leur lien avec l'agriculture du territoire.

2.1. CORRECTION, AJUSTEMENT DE FORMULATION AUX REGLEMENTS ECRITS CONCERNANT L'EMPRISE AU SOL EN ZONE NI

Le règlement de la zone NI est précisé afin de faciliter l'instruction des autorisations d'urbanisme. Il s'agit d'éviter toute erreur d'interprétation concernant la superficie des constructions de sport et loisirs autorisées dans la zone. Le terme d'emprise au sol apparait plus approprié pour ces constructions que celui de surface de plancher. Le règlement de l'ensemble des zones NI évolue en ce sens.

Secteur Val-d'Allier / Vallée du Jauron
Zone A Article A1 – Destination des constructions, usage des sols, nature d'activité
<p>DE PLUS SONT ADMIS SOUS CONDITIONS</p> <p>Dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où ils sont implantés, qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et notamment à un élément caractéristique du paysage repéré au plan de zonage, qu'ils n'entraînent pas de dépenses supplémentaires pour les collectivités locales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Si des réglementations prévoient des distances d'éloignement des bâtiments agricoles (constructions et installations ICPE ou non) vis-à-vis des constructions de tiers, une telle distance sera exigée vis à vis des limites de zone urbaine ou à urbaniser environnantes U ou AU (sauf Ui) - Les constructions et extensions à usage d'habitation de l'exploitant dans la mesure où est établie la nécessité d'une présence permanente sur place. La construction sera obligatoirement implantée sur le même site que l'activité agricole, à moins de 100 m de distance des bâtiments d'exploitation et moins de 150 m² de surface de plancher - Les autres constructions à usage d'habitation peuvent être autorisées en tant que locaux accessoires à condition d'être intégrées aux bâtiments d'activités, si elles sont liées à la direction ou au gardiennage des établissements, dans la limite de 50 m² de surface de plancher - les locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés, dès lors que leur implantation en zone A est justifiée par des exigences techniques - les pistes et voies cyclables, dès lors leur réalisation est inscrite au sein du schéma départemental des itinéraires cyclables ou au schéma directeur cyclable de Billom communauté - Les poteaux et pylônes à condition qu'ils soient liés au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif - les éoliennes isolées si elles sont liées à une construction existante ou admise dans la zone <p>Les exhaussements et affouillements dédiés au stockage de l'eau sont autorisés sous conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ d'être liés à l'activité agricole locale ; ○ d'être des aménagements à l'usage collectif de plusieurs exploitations agricoles ; la mutualisation des usages sera à étudier pour chaque projet.

- d'assurer une intégration paysagère exemplaire, les bordures végétalisées et présenter diverses strates de végétation. Les aménagements devront proposer des formes non rectilignes pour s'intégrer au mieux au paysage local ;
- d'être implantés de manière à favoriser l'utilisation de la topographie locale et notamment les reliefs et cavités existants ;
- de ne pas dépasser une hauteur maximale de 5 m par rapport au terrain naturel ; une hauteur plus importante pourra être admise, au regard de justifications techniques de la nécessité d'une telle hauteur et d'une étude paysagère adaptée permettant d'assurer l'intégration du projet, intégrant des simulations visuelles depuis plusieurs points de vue proches et lointains définis en fonction des sensibilités paysagères identifiées.
- dans les périmètres de carrière figurant au document graphique (Mur-sur-Allier-Vertaizon) : l'exploitation de carrières et les constructions ou installations nécessaires sont admises
- dans les secteurs Ah et Ah* : les terrains aménagés pour le stationnement des caravanes et le stationnement des caravanes isolées
- dans les secteurs At :
 - les constructions à destination d'hébergement hôtelier ou touristique :
 - dans le volume bâti existant
 - les HLL (en parc résidentiel de loisir) ou les constructions dans la limite de 300 m2 de surface de plancher répartis en plusieurs volumes : 6 maximum x 50 m2 maximum
 - les terrains de campings caravanning
 - les constructions à destination d'équipements sportifs et autres équipements recevant du public, dans la limite de 100 m2 de surface de plancher

Zone N Article N1 – Destination des constructions, usage des sols, nature d'activité

DE PLUS SONT ADMIS SOUS CONDITIONS

Dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec le caractère naturel ou forestier dans l'unité foncière où ils sont implantés, qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et notamment à un élément caractéristique du paysage repéré au plan de zonage, qu'ils n'entraînent pas de dépenses supplémentaires pour les collectivités locales :

- Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation forestière
- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif
- les pistes et voies cyclables, dès lors leur réalisation est inscrite au sein du schéma départemental des itinéraires cyclables ou au schéma directeur cyclable de Billom communauté
- les poteaux et pylônes à condition qu'ils soient liés au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif
- les éoliennes isolées si elles sont liées à une construction existante ou admise dans la zone
- Les exhaussements et affouillements dédiés au stockage de l'eau sont autorisés sous conditions :
 - d'être liés à l'activité agricole locale ;
 - d'être des aménagements à l'usage collectif de plusieurs exploitations agricoles ; la mutualisation des usages sera à étudier pour chaque projet.
 - d'assurer une intégration paysagère exemplaire, les bordures des exhaussements devront être végétalisées et présenter diverses strates de végétation. Les aménagements devront proposer des formes non rectilignes pour s'intégrer au mieux au paysage local ;
 - d'être implantés de manière à favoriser l'utilisation de la topographie locale et notamment les reliefs et cavités existants ;
 - de ne pas dépasser une hauteur maximale de 5 m par rapport au terrain naturel ; une hauteur plus importante pourra être admise, au regard de justifications techniques de la nécessité d'une telle hauteur et d'une étude paysagère adaptée permettant d'assurer l'intégration du projet, intégrant des simulations visuelles depuis plusieurs points de vue proches et lointains définis en fonction des sensibilités paysagères identifiées.
- dans les secteurs Nh, les terrains aménagés pour le stationnement des caravanes et le stationnement des caravanes isolées
- dans les secteurs Nt :
 - les constructions à destination d'hébergement hôtelier ou touristique :
 - dans le volume bâti existant

- les HLL (en parc résidentiel de loisir ou terrain camping dans la limite de 300 m² de surface de plancher répartis en plusieurs volumes : 6 maximum x 50 m² maximum
- aires naturelles de camping (superficie inférieure à 1 ha)
- réaménagement de terrains de camping ou de caravanning existant
- dans les secteurs Nj :
 - les **abris de jardins** de moins de 5 m² d'emprise au sol et 2,5 m de hauteur,
 - les annexes de moins de 35 m² d'emprise au sol et les piscines, si elles sont liées à des constructions existantes situées à moins de 25 m dans la même zone/secteur ou une autre zone/secteur limitrophe
- dans les **périmètres de carrière** figurant au document graphique : l'exploitation de carrières et les constructions ou installations nécessaires sont admises
- dans le **secteur Ne (Ecopôle)**, sont admises, dans les conditions fixées par l'OAP :
 - les constructions temporaires correspondant aux destinations principales ou accessoires admises dans le secteur
- dans les **secteurs Nl et Nnl** (Pérignat, Mur-sur-Allier, Vertaizon) :
 - les installations et les constructions à destination de sport et loisirs, nécessaires à l'accueil du public ou à la maintenance du secteur, dans la limite de 100 m² de surface de plancher d'emprise au sol (40 m² en Nnl) :
 - En secteur Nnl, les constructions, installations, aménagements et activités admises ne peuvent pas porter atteinte aux éléments qui fondent le caractère de la zone Natura 2000)
- dans le **secteur N*enr** : les installations de production d'énergies renouvelables

Secteur Billom

Zone A Article A1 – Destination des constructions, usage des sols, nature d'activité

4. DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURE D'ACTIVITES SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES.

Dispositions générales applicables à l'ensemble de la zone A

Sont autorisés :

Dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où ils sont implantés, qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et notamment à un élément caractéristique du paysage repéré au plan de zonage, qu'ils n'entraînent pas de dépenses supplémentaires pour la collectivité sont autorisés :

Sous réserve du respect des prescriptions figurant aux dispositions générales du règlement, applicables au risque inondation dans les secteurs d'aléas repérés au document graphique.

- Destinations et sous-destinations (articles R.151-27 à R.151-29).
 - En zone A et secteur As*, si des réglementations prévoient des distances d'éloignement des bâtiments agricoles (constructions et installations ICPE ou non) vis-à-vis des constructions de tiers, une telle distance sera exigée vis à vis des limites de zone urbaine ou à urbaniser environnantes U, UL ou AUm ;
 - En zone A (hors secteur As et As*), les constructions et extensions à usage d'habitation de l'exploitant dans la mesure où est établie la nécessité d'une présence permanente sur place. La construction sera obligatoirement implantée sur le même site que l'activité agricole, à moins de 100 m de distance des bâtiments d'exploitation et moins de 150 m² de surface de plancher ;
- Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités (articles R.151-30 à R.151-36).
 - les pistes et voies cyclables, dès lors leur réalisation est inscrite au sein du schéma départemental des itinéraires cyclables ou au schéma directeur cyclable de Billom communauté
 - Les poteaux et pylônes à condition qu'ils soient liés au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif
 - les dépôts et stockages de toutes natures à l'air libre s'ils sont nécessaires à l'exploitation agricole et les exhaussements et affouillements nécessaires à leur réalisation, dans le respect des réglementations spécifiques, notamment du règlement sanitaire départemental ;

- les dispositifs de production d'énergies renouvelables à condition qu'ils soient intégrés aux constructions existantes admises dans la zone ;
- les clôtures répondant aux conditions des articles 4 et 6 suivants.
- Les exhaussements et affouillements dédiés au stockage de l'eau sont autorisés sous conditions :
 - d'être liés à l'activité agricole locale ;
 - d'être des aménagements à l'usage collectif de plusieurs exploitations agricoles ; la mutualisation des usages sera à étudier pour chaque projet.
 - d'assurer une intégration paysagère exemplaire, les bordures des exhaussements devront être végétalisées et présenter diverses strates de végétation. Les aménagements devront proposer des formes non rectilignes pour s'intégrer au mieux au paysage local ;
 - d'être implantés de manière à favoriser l'utilisation de la topographie locale et notamment les reliefs et cavités existants ;
 - de ne pas dépasser une hauteur maximale de 5 m par rapport au terrain naturel ; une hauteur plus importante pourra être admise, au regard de justifications techniques de la nécessité d'une telle hauteur et d'une étude paysagère adaptée permettant d'assurer l'intégration du projet, intégrant des simulations visuelles depuis plusieurs points de vue proches et lointains définis en fonction des sensibilités paysagères identifiées.

Dispositions particulières applicables au secteur Ae

De plus, dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où ils sont implantés, qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et notamment à un élément caractéristique du paysage repéré au plan de zonage, qu'ils n'entraînent pas de dépenses supplémentaires pour la collectivité, sont autorisés :

- Les constructions à sous-destination d'équipements sportifs

Zone N Article N1 – Destination des constructions, usage des sols, nature d'activité

1.4 DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURE D'ACTIVITES SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES.

Dispositions générales applicables à l'ensemble de la zone N à l'exception des secteurs N*enr et Nn.

Sont autorisés.

Dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où ils sont implantés, qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et notamment à un élément caractéristique du paysage repéré au plan de zonage, qu'ils n'entraînent pas de dépenses supplémentaires pour la collectivité,

Sous réserve du respect des prescriptions figurant aux dispositions générales du règlement, applicables au risque inondation dans les secteurs d'aléas repérés au document graphique.

- Destinations et sous-destinations (articles R.151-27 à R.151-29).
 - Les équipements d'intérêt collectif à vocation touristique ou pédagogique (observation des paysages et des milieux naturels) dans la limite de 20 m² d'emprise au sol.
- Interdiction et limitation de certains usages et affectation des sols, constructions et activités (articles R 151-30 à R 151-36)
 - les pistes et voies cyclables, dès lors leur réalisation est inscrite au sein du schéma départemental des itinéraires cyclables ou au schéma directeur cyclable de Billom communauté
 - les dispositifs de production d'énergies renouvelables intégrés à une construction existante
 - Les exhaussements et affouillements dédiés au stockage de l'eau sont autorisés sous conditions :
 - d'être liés à l'activité agricole locale ;
 - d'être des aménagements à l'usage collectif de plusieurs exploitations agricoles ; la mutualisation des usages sera à étudier pour chaque projet.
 - d'assurer une intégration paysagère exemplaire, les bordures des exhaussements devront être végétalisées et présenter diverses strates de végétation. Les aménagements devront proposer des formes non rectilignes pour s'intégrer au mieux au paysage local ;
 - d'être implantés de manière à favoriser l'utilisation de la topographie locale et notamment les reliefs et cavités existants ;

- de ne pas dépasser une hauteur maximale de 5 m par hauteur plus importante pourra être admise, au regard de justifications techniques de la nécessité d'une telle hauteur et d'une étude paysagère adaptée permettant d'assurer l'intégration du projet, intégrant des simulations visuelles depuis plusieurs points de vue proches et lointains définis en fonction des sensibilités paysagères identifiées.

Dispositions particulières applicables au secteur N*enr.

Sont autorisés ;

- les ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol et les constructions nécessaires à leur exploitation
- les exhaussements de sol directement nécessaires à la réalisation et au fonctionnement des constructions et installations autorisées.
- Les affouillements et affouillements contrôlés liés aux éventuelles actions de dépollution des sols.

Dispositions particulières applicables au secteur Nj

Sont autorisées, en plus des destinations et sous-destinations ci-dessus mentionnées les abris de jardins de moins de 5 m² d'emprise au sol, et serres de moins de 15 m² d'emprise au sol sous réserve de s'insérer de manière harmonieuse dans le paysage.

Cette possibilité n'est applicable qu'une seule fois qu'une seule fois sur l'unité foncière à compter de l'approbation de la révision du PLU.

Dispositions particulières applicables aux STECAL Nh

Sont autorisées, en plus des destinations et sous-destinations ci-dessus mentionnées ;

- les constructions à usage d'habitation dans la limite de 90 m² de surface de plancher.
- les terrains aménagés pour le stationnement des caravanes
- le stationnement des caravanes isolées

Dispositions particulières applicables aux secteurs Nn et Nnt

Les installations, aménagement et activités admises ne peuvent pas porter atteinte aux éléments qui fondent le caractère de la zone Natura 2000.

Secteur Contreforts du Livradols

Zone A Article A1 – Destination des constructions, usage des sols, nature d'activité

DE PLUS SONT ADMIS SOUS CONDITIONS

Dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où ils sont implantés, qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et notamment à un élément caractéristique du paysage repéré au plan de zonage, qu'ils n'entraînent pas de dépenses supplémentaires pour les collectivités locales :

- Si des réglementations prévoient des distances d'éloignement des bâtiments agricoles (constructions et installations ICPE ou non) vis-à-vis des constructions de tiers, une telle distance sera exigée vis à vis des limites de zone urbaine ou à urbaniser environnantes U ou AU (sauf Ui)
- En zone A, les constructions et extensions à usage d'habitation de l'exploitant dans la mesure où est établie la nécessité d'une présence permanente sur place. La construction sera obligatoirement implantée sur le même site que l'activité agricole, à moins de 100 m de distance des bâtiments d'exploitation et moins de 150 m² de surface de plancher
- Les autres constructions à usage d'habitation peuvent être autorisées en tant que locaux accessoires à condition d'être intégrées aux bâtiments d'activités, si elles sont liées à la direction ou au gardiennage des établissements, dans la limite de 50 m² de surface de plancher
- les locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés, dès lors que leur implantation en zone A est justifiée par des exigences techniques
- les pistes et voies cyclables, dès lors leur réalisation est inscrite au sein du schéma départemental des itinéraires cyclables ou au schéma directeur cyclable de Billom communauté
- les poteaux et pylônes à condition qu'ils soient liés au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif
- les éoliennes isolées si elles sont liées à une construction existante ou admise dans la zone

Les exhaussements et affouillements dédiés au stockage de l'eau sont autorisés sous conditions :

- d'être liés à l'activité agricole locale ;

- d'être des aménagements à l'usage collectif de plusieurs exploitations ; les usages sera à étudier pour chaque projet.
- d'assurer une intégration paysagère exemplaire, les bordures des exhaussements devront être végétalisés et présenter diverses strates de végétation. Les aménagements devront proposer des formes non rectilignes pour s'intégrer au mieux au paysage local ;
- d'être implantés de manière à favoriser l'utilisation de la topographie locale et notamment les reliefs et cavités existants ;
- de ne pas dépasser une hauteur maximale de 5 m par rapport au terrain naturel ; une hauteur plus importante pourra être admise, au regard de justifications techniques de la nécessité d'une telle hauteur et d'une étude paysagère adaptée permettant d'assurer l'intégration du projet, intégrant des simulations visuelles depuis plusieurs points de vue proches et lointains définis en fonction des sensibilités paysagères identifiées.
- dans les secteurs Ah et Ah*, les terrains aménagés pour le stationnement des caravanes et le stationnement des caravanes isolées
- dans les secteurs At et At* :
 - les constructions à destination d'hébergement hôtelier ou touristique :
 - dans le volume bâti existant
 - les HLL (en parc résidentiel de loisir) ou les constructions dans la limite de 300 m2 de surface de plancher répartis en plusieurs volumes : 6 maximum x 50 m2 maximum ; constructions démontables en At*
 - les terrains de campings caravanning (superficie inférieure à 1 ha)

Zone N Article N1 – Destination des constructions, usage des sols, nature d'activité

DE PLUS SONT ADMIS SOUS CONDITIONS

Dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec le caractère naturel ou forestier dans l'unité foncière où ils sont implantés, qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et notamment à un élément caractéristique du paysage repéré au plan de zonage, qu'ils n'entraînent pas de dépenses supplémentaires pour les collectivités locales :

- Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation forestière
- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif
- les pistes et voies cyclables, dès lors leur réalisation est inscrite au sein du schéma départemental des itinéraires cyclables ou au schéma directeur cyclable de Billom communauté
- les poteaux et pylônes à condition qu'ils soient liés au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif
- les éoliennes isolées si elles sont liées à une construction existante ou admise dans la zone
- Les exhaussements et affouillements dédiés au stockage de l'eau sont autorisés sous conditions :
 - d'être liés à l'activité agricole locale ;
 - d'être des aménagements à l'usage collectif de plusieurs exploitations agricoles ; la mutualisation des usages sera à étudier pour chaque projet.
 - d'assurer une intégration paysagère exemplaire, les bordures des exhaussements devront être végétalisés et présenter diverses strates de végétation. Les aménagements devront proposer des formes non rectilignes pour s'intégrer au mieux au paysage local ;
 - d'être implantés de manière à favoriser l'utilisation de la topographie locale et notamment les reliefs et cavités existants ;
 - de ne pas dépasser une hauteur maximale de 5 m par rapport au terrain naturel ; une hauteur plus importante pourra être admise, au regard de justifications techniques de la nécessité d'une telle hauteur et d'une étude paysagère adaptée permettant d'assurer l'intégration du projet, intégrant des simulations visuelles depuis plusieurs points de vue proches et lointains définis en fonction des sensibilités paysagères identifiées.
- dans les secteurs Nh, les terrains aménagés pour le stationnement des caravanes et le stationnement des caravanes isolées
- dans les secteurs Nt, Nt* :
 - les constructions à destination d'hébergement hôtelier ou touristique :
 - dans le volume bâti existant

- les HLL (en parc résidentiel de loisir) ou les constructions dans la limite de 300 m² de surface de plancher répartis en plusieurs volumes : 6 maximum x 50 m² maximum ; démontable en secteur Nt*
- aires naturelles de camping (inférieure à 1 ha)
- dans les secteurs Nj :
 - les abris de jardins de moins de 5 m² de surface de plancher et 2,5 m de hauteur,
 - les annexes de moins de 35 m² d'emprise au sol et les piscines, si elles sont liées à des constructions existantes situées à moins de 25 m dans la même zone/secteur ou une autre zone/secteur limitrophe
- dans les secteurs NI et Nnl (Neuville, Glaine-Montaigut) :
 - les installations et les constructions à destination de sport et loisirs, nécessaires à l'accueil du public ou à la maintenance du secteur, dans la limite de 100 m² de surface de plancher d'emprise au sol (40 m² en Nnl) :
 - En secteur Nnl, les constructions, installations, aménagements et activités admises ne peuvent pas porter atteinte aux éléments qui fondent le caractère de la zone natura 2000)

2.2. REPRISE ET PRECISIONS DES NUANCIERS ANNEXES AUX REGLEMENTS ECRITS

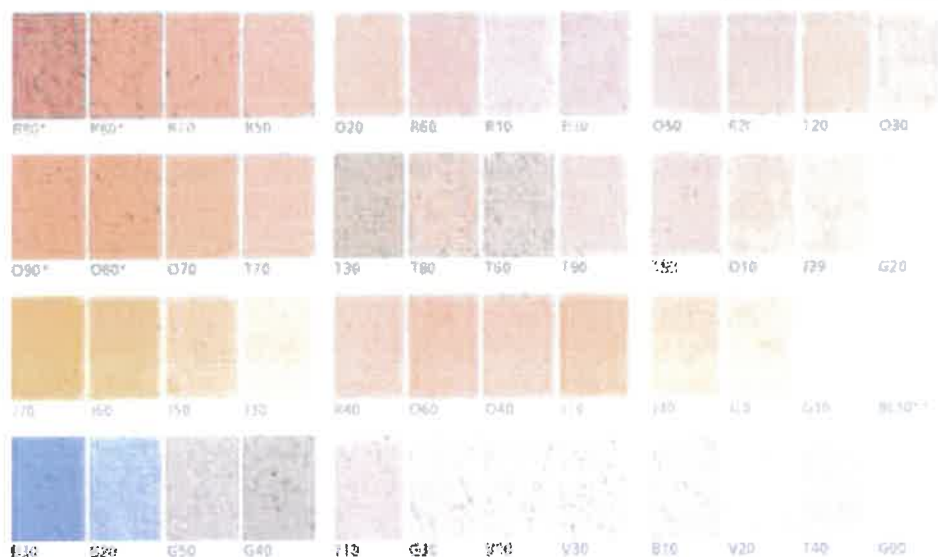
La charte chromatique intégrée au PLU-H reprend les éléments de la charte architecturale de Billom Saint-Dier (mai 2004). Les teintes affichées de menuiseries et de serrurerie ne font pas référence une nuance, un code couleur ou un nuancier, ce qui complique l'application du nuancier du PLU-H.

Sur la base du tableau de correspondance de la charte architecturale originelle construit autour des nuanciers « Sikken » et « La Seigneurie », il est proposé d'introduire une correspondance avec un référentiel commun de type RAL et RVB. Un propos introductif est également mis en avant, à l'instar du nuancier des façades, pour rappeler la nécessité de se référer à ce nuancier pour tout projet.

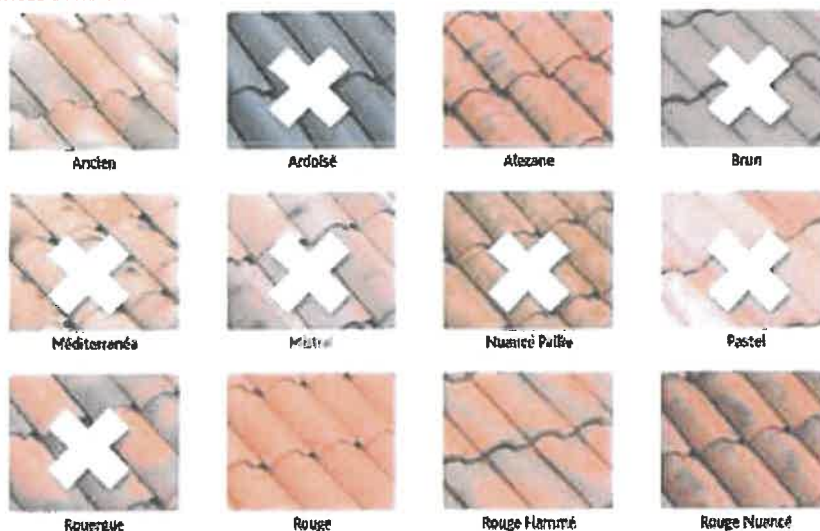
Il est également proposé d'étendre l'application de ce nuancier aux clôtures qui jusqu'à présent n'étaient pas mentionnées.

L'interdiction des teintes brillantes concernant les façades, toitures, menuiseries, serrureries et bardages est spécifiée, afin de faciliter l'intégration des constructions vis-à-vis du patrimoine bâti existant et du paysage.

Secteur Val-d'Allier / Vallée du Jauron
Secteur Contreforts du Livradois
Annexe – Nuanciers de couleurs
TEINTES DE FAÇADES / CONSTRUCTIONS A USAGE D'HABITATION Tous matériaux de type moellon de béton, brique alvéolaire, béton cellulaire ne pourront rester à l'état brut. Ils devront être enduits dans des teintes neutres de tons clairs à moyens parmi le nuancier proposé. De façon générale, toute façade doit s'inscrire dans les tonalités moyennes ou claires proposées (nuancier Parexlanko ou équivalent). Dans les centres villes et centres bourgs/en zone U, ou pour des extensions de taille modérées les tonalités saturées sont admises. Les teintes brillantes sont interdites.

Tons saturés**Tons moyens****Tons clairs****TEINTES DES TOITURES / CONSTRUCTIONS A USAGE D'HABITATION**

Les teintes brillantes sont interdites.


























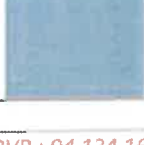





Rappel : d'autres aspects sont autorisés pour toitures existantes, architecture bioclimatique, architecture contemporaine.

TEINTES MENUISERIES, CLOTURES ET SERRURERIES / CONSTRUCTIONS A USAGE D'HABITATION

De façon générale, toute menuiserie/serrurerie/clôture doit s'inscrire dans les tonalités proposées (RAL/RVB équivalent).

Les teintes brillantes sont interdites.

RVB : 255 255 255 RAL : 9010	RVB : 201 214 217 RAL : 7035	RVB : 190 203 207 RAL : 7035	RVB : 186 203 199 RAL : 9018
RVB : 179 157 142 RAL : 1019	RVB : 158 128 124 RAL : 4009	RVB : 183 119 111 RAL : 3014	RVB : 150 96 91 RAL : 8002

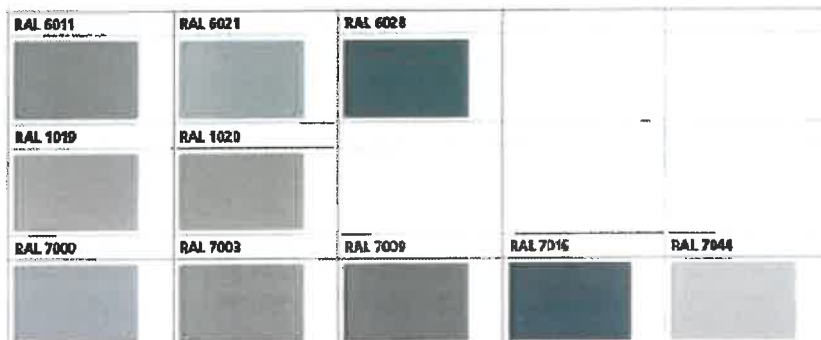
			
RVB : 223 200 177 RAL : 1015	RVB : 205 166 145 RAL : 1001	RVB : 211 164 144 RAL : 3012	RVB : 189 157 143 RAL : 1019
			
RVB : 176 120 111 RAL : 3014	RVB : 126 106 98 RAL : 7006	RVB : 99 82 75 RAL : 8025	
			
RVB : 105 80 80 RAL : 8025	RVB : 117 66 71 RAL : 4002	RVB : 78 57 62 RAL : 8017	RVB : 103 76 83 RAL : 8002
			
RVB : 189 189 162 RAL : 7032	RVB : 138 167 164 RAL : 6034	RVB : 101 111 95 RAL : 7009	
			
RVB : 73 88 90 RAL : 7011	RVB : 70 89 87 RAL : 7011	RVB : 53 65 64 RAL : 6012	
			
RVB : 191 208 212 RAL : 7035	RVB : 79 115 132 RAL : 5007	RVB : 146 164 178 RAL : 7001	RVB : 59 87 99 RAL : 5009
			
RVB : 61 71 90 RAL : 5000	RVB : 86 114 137 RAL : 5014	RVB : 94 134 166 RAL : 5014	RVB : 18 83 122 RAL : 5010
			

TEINTES DE BARDAGES ET TOITURES / AUTRES CONSTRUCTIONS A USAGE D'ACTIVITES

Il concerne les constructions à destination d'activités industrielles, agricoles ou de services).

Sur les grands bâtiments, la masse colorée et uniforme d'une toiture s'intègre mal. Les tons moyens ou sombres s'harmonisent aussi bien avec les bardages métalliques qu'avec le bois.

Les teintes brillantes sont interdites.



UNE PALETTE RAL SPECIFIQUE A ETE ETABLIE POUR LA ZAC DES LITTES A MUR-SUR-ALLIER (DALLET), A LAQUELLE IL CONVIENT DE SE REFERER.

Voir palette dans le cahier des prescriptions architecturales et paysagères, en en annexe du PLU-H, pièce 10.8.

NUANCIER BARDAGE BOIS

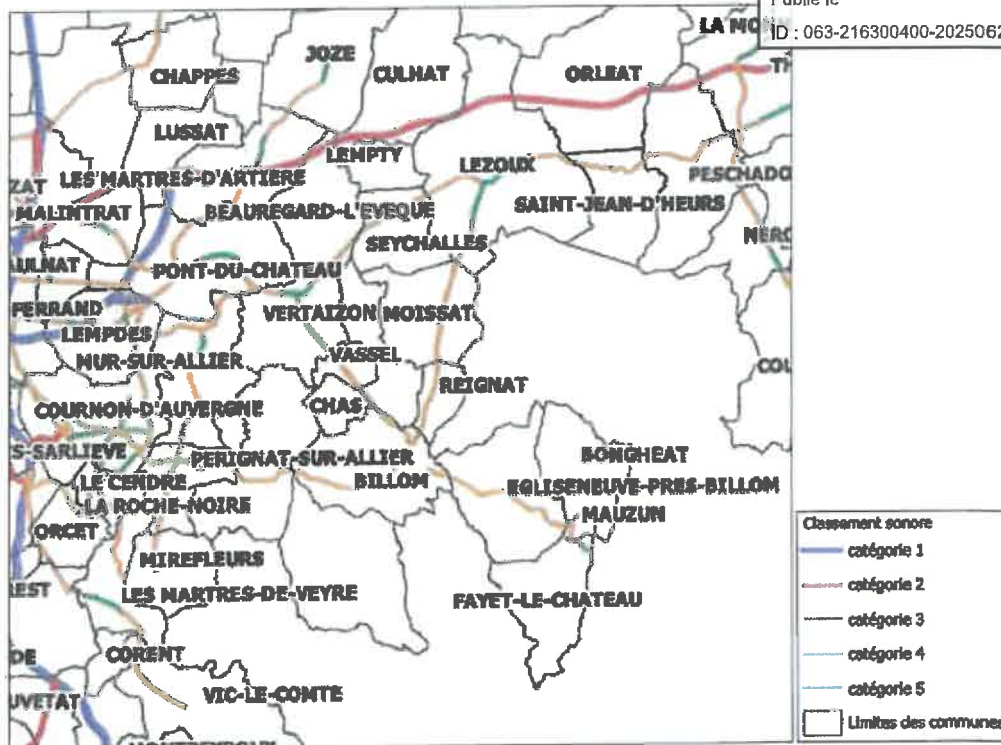
De façon générale, tout bardage doit s'inscrire dans les tonalités proposées :

**3. LA MODIFICATION DES ANNEXES**

La révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres dans le département du Puy-de-Dôme a été approuvée par arrêté préfectoral du 1^{er} février 2024. Il actualise le classement sonore datant de 2014.

Sur le territoire de Billon Communauté, les communes suivantes sont concernées par l'application de cet arrêté préfectoral :

- Secteur A (Val d'Allier / Vallée du Jauron) : Chas ; Chauriat ; Espirat ; Mur-sur-Allier ; Pérignat-sur-Allier ; Reignat ; Vassel ; Vertaizon ;
- Secteur B (Billom) : Billom
- Secteur C (Contreforts du Livradois-Forez) : Égliseneuve-près-Billom ; Fayet-le-Château ; Mauzun ; Saint-Julien-de-Coppel



Extrait cartographique du réseau routier concerné par le classement sonore (source : Préfecture du Puy-de-Dôme)

Par arrêté n°186 du 15 avril 2024, le président de Billom Communauté a par conséquent acté la mise à jour de l'annexe au PLU-H, relative au nouveau classement sonore des infrastructures de transports terrestres.



4. DES EVOLUTIONS EN ACCORD AVEC LES PRINCIPALES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)

Le PADD du PLU-H de Billom Communauté, approuvé en octobre 2019 s'articule autour de 3 piliers :

- 1. GÉRER DURABLEMENT NOS PATRIMOINES
- 2. VIVRE À BILLOM COMMUNAUTÉ
- 3. PRÉPARER LE TERRITOIRE POUR L'AVENIR

La présente procédure de modification simplifiée apparaît compatible avec le PADD, en particulier avec les orientations suivantes :

Objet N°	Objet de l'arrêté	Orientations du PADD
1a	Intégration aux règlements écrit de prescriptions paysagères spécifiques aux éventuels projets de retenues d'eau agricoles	1.1. Préserver et valoriser le patrimoine paysager 1.4. Protéger, gérer la ressource en eau et améliorer sa qualité 1.5. Réduire la consommation foncière, conforter l'activité agricole et accompagner son évolution 1.6. Gérer les ressources du sol et de sous-sol
1b	Reprise et précisions des nuanciers annexés aux règlements écrits (intégration code RAL)	1.1. Préserver et valoriser le patrimoine paysager 1.2. Valoriser le patrimoine bâti et urbain
1c	Correction, ajustement de formulation aux règlements écrits et ajustement au règlement graphique concernant notamment : emprise au sol en zone NI et ajustement zone NI et Nj sur la commune de Saint-Jean-des-Ollières ;	
2	Correction de deux erreurs matérielles du zonage : Uco* / N sur la commune de Mur-sur-Allier au niveau de la jonction cadastrale des anciennes communes de Dallet et Mezel, U / As sur la commune de Saint-Julien de Coppel, lieu-dit Cerfeuil	2.3. Répondre aux besoins locaux en logement et hébergement 3.3. Concevoir de nouvelles formes bâties et urbaines plus économes en foncier et en énergie
3	Evolution du périmètre « commerces et services de proximité » sur la commune de Vertaizon pour extension à l'ouest du bourg du périmètre (activités médicales, para-médicales)	2.1. Conforter Billom comme pôle de vie et 4 pôles relais 3.5. Faire évoluer et créer les activités et emplois de demain
4	Evolution d'une partie d'un STECAL existant en zone Nh vers Nj à Billom	1.3. Reconnaître et protéger la biodiversité 1.5. Réduire la consommation foncière, conforter l'activité agricole et accompagner son évolution 3.3. Concevoir de nouvelles formes bâties et urbaines plus économes en foncier et en énergie
5	Evolution de deux zones agricoles pour prise en compte de projet de développement d'exploitation agricole : As* en zone A à St-Jean des Ollières et As en zone A à Saint-Julien-de-Coppel	1.3. Reconnaître et protéger la biodiversité 1.5. Réduire la consommation foncière, conforter l'activité agricole et accompagner son évolution
6	Identification nouvelle de bâtis pouvant changer de destination en zones A et N	1.1. Préserver et valoriser le patrimoine paysager 1.2. Valoriser le patrimoine bâti et urbain 1.5. Réduire la consommation foncière, conforter l'activité agricole et accompagner son évolution
7	Actualisation de l'annexe au PLUH, relative au nouveau classement sonore des infrastructures de transports terrestres conformément à l'arrêté de mise à jour du président de Billom Communauté n°186 du 15/04/2024	2.8. Protéger les personnes, leur santé et leurs biens



C. CONCLUSION


Cette procédure de modification simplifiée n°1 du PLU-H engendre des adaptations du document précédent, en matière de zonage, du règlement et des annexes relatives au classement sonore.

Toutefois, ces adaptations ne portent pas atteinte à l'économie générale du PADD du PLU-H et ne comportent pas de graves risques de nuisances.

Les évolutions du PLU-H traduisant des ajustements à la marge du document opposable, prennent en compte les enjeux environnementaux : absence d'impact sur les protections environnementales et les grandes fonctionnalités écologiques, prise en compte des paysages et des risques.

D. ANNEXE

1. ARRETE DU PRESIDENT DE BILLOM COMMUNAUTE PRESCRIVANT LA PROCEDURE



35 avenue de la Gare 63169 Billom
Tél : 04 73 73 43 24
Mail : contact@billomcommunaute.fr

ARRETE DU PRESIDENT DE BILLOM COMMUNAUTE
PRESCRIPTION ENGAGEANT LA MODIFICATION
SIMPLIFIÉE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME
VALANT PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT
INTERCOMMUNAL DE BILLOM COMMUNAUTE
N°104/2025

Envoyé en préfecture le 11/03/2025
Reçu en préfecture le 11/03/2025
Publié le 11/03/2025
ID : 063-200067627-20250306-104_2025-AR

Le Président,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-6 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat (PLUH) Intercommunal de Billom Communauté, approuvé par délibération du conseil communautaire du 21/10/2019 ;

VU la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat (PLUH) Intercommunal de Billom Communauté, approuvée par délibération du conseil communautaire du 25/10/2021 ;

VU la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat (PLUH) Intercommunal de Billom Communauté, approuvée par délibération du conseil communautaire du 29/01/2024.

VU l'arrêté n°940/2024 du 03/12/2024 prescrivant la modification n°3 du PLUH - annulé et remplacé par le présent arrêté. La procédure de modification simplifiée reprend les mêmes objets seule la numérotation de la procédure est modifiée à savoir : modification simplifiée n°1 au lieu de modification n°3.

CONSIDERANT qu'il apparaît nécessaire de procéder à une modification simplifiée n°1 du PLUH pour les motifs suivants :

- 1° Adaptations réglementaires écrites et graphiques diverses (de portée générale ou sectorielle) :
 - intégration aux règlements écrit de prescriptions paysagères spécifiques aux éventuels projets de retenues d'eau agricoles ;
 - reprise et précisions des nuances annexées aux règlements écrits (Intégration code RAL) ;
 - correction, ajustement de formulation aux règlements écrits et ajustement au règlement graphique concernant notamment : emprise au sol en zone Ni et ajustement zone Ni et Nj sur la commune de Saint-Jean des Ollières ;
- 2° Correction de deux erreurs matérielles du zonage : Uco* / N sur la commune de Mur-sur-Affier au niveau de la jonction cadastrale des anciennes communes de Dallet et Mezel, U / As sur la commune de Saint-Julien de Coppel, lieu-dit Cerfeuil ;

www.billomcommunaute.fr

- 3° Evolution du périmètre « commerces et services de proximité » sur la commune de Vertaizon pour extension à l'ouest du bourg du périmètre (activités médicales, para-médicales) ;
- 4° Evolution d'une partie d'un STECAL existant en zone Nh vers Nj à Billom ;
- 5° Evolution de deux zones agricoles pour prise en compte de projet de développement d'exploitation agricole : As* en zone A à St-Jean des Ollières et As en zone A à St-Julien de Coppel ;
- 6° Identification nouvelle de bâtis pouvant changer de destination en zones A et N ;
- 7° Actualisation de l'annexe au PLUH, relative au nouveau classement sonore des infrastructures de transports terrestres conformément à l'arrêté de mise à jour du président de Billom Communauté n°188 du 15/04/2024.

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.153-36 du code de l'urbanisme sous réserve des cas où une révision s'impose, le plan local d'urbanisme peut faire l'objet d'une modification lorsque l'établissement public de coopération intercommunale compétent décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

CONSIDERANT que l'ensemble des modifications apportées ne sont pas de nature à :

- 1° Changer les orientations du PADD ;
- 2° Réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle ou forestière ;
- 3° Réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- 4° Ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives ;
- 5° Créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur valant création d'une zone d'aménagement concerté.

CONSIDERANT que les modifications apportées n'ont pas pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- 4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du code de l'urbanisme.

CONSIDERANT que les modifications envisagées dans le cadre de la présente procédure relèvent du champ d'application de la modification simplifiée du document d'urbanisme.

CONSIDERANT que Billom Communauté souhaite faire évoluer son PLUH.



Envoyé en ID : 063-216300400-20250627-2025_041-DE
 Reçu en préfecture le 11/03/2025
 Publié le 11/03/2025
 ID : 063-200057827-20250306-104_2025-AR

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat (PLUH) Intercommunal.

La procédure retenue pour cette modification est celle de la modification simplifiée (articles L.153-45 à L.153-48 du code de l'urbanisme).

ARTICLE 2 :

Cette modification simplifiée concerne les objets suivants :

- 1° Adaptations réglementaires écrites et graphiques diverses (de portée générale ou sectorielle) :
 - intégration aux règlements écrits de prescriptions paysagères spécifiques aux éventuels projets de retenues d'eau agricoles ;
 - reprise et précisions des nuanciers annexés aux règlements écrits (intégration code RAL) ;
 - correction, ajustement de formulation aux règlements écrits et ajustement au règlement graphique concernant notamment : emprise au sol en zone N1 et ajustement zone N1 et N2 sur la commune de Saint-Jean des Ollières ;
- 2° Correction de deux erreurs matérielles du zonage : Uco* / N sur la commune de Mur-sur-Allier au niveau de la jonction cadastrale des anciennes communes de Daillet et Mezel, U / As sur la commune de Saint-Julien de Coppel, lieu-dit Cerfeuil ;
- 3° Evolution du périmètre « commerces et services de proximité » sur la commune de Vertazon pour extension à l'ouest du bourg du périmètre (activités médicales, para-médicales) ;
- 4° Evolution d'une partie d'un STECAL existant en zone N1 vers N2 à Billom ;
- 5° Evolution de deux zones agricoles pour prise en compte de projet de développement d'exploitation agricole : As* en zone A à St-Jean des Ollières et As en zone A à St-Julien de Coppel ;
- 6° Identification nouvelle de bâtis pouvant changer de destination en zones A et N ;
- 7° Actualisation de l'annexe au PLUH, relative au nouveau classement sonore des infrastructures de transports terrestres conformément à l'arrêté de mise à jour du président de Billom Communauté n°188 du 16/04/2024.

ARTICLE 3 :

Des informations relatives au projet de modification simplifiée n°1 peuvent être demandées auprès de M. le Président de Billom Communauté.

ARTICLE 4 :

Conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification simplifiée du PLUH sera notifié au Préfet, aux personnes publiques associées (PPA) pour avis, ainsi qu'aux maires des communes concernées par la modification. Le projet de modification fera également l'objet d'une consultation de la CDPENAF, de la CDNPS et de la MRAE.

Le projet de modification simplifiée n°1 du PLUH, auquel seront joints, le cas échéant, les avis des PPA fera l'objet d'une consultation du public.

ARTICLE 5 :

Les modalités de mise à disposition du public seront précisées par le conseil communautaire et portées à la connaissance du public au moins 8 jours avant le début de cette mise à disposition

ARTICLE 6 :

A l'issue de cette mise à disposition, Monsieur le Président en présentera le bilan devant le conseil communautaire qui en délibérera. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera approuvé par délibération motivée du conseil communautaire.

ARTICLE 7 :

Cet arrêté fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de Billom Communauté et dans les 25 mairies des communes membres et publié, pour avis, sur le site Internet de la Communauté de communes. Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 8 :

Des copies du présent arrêté seront également adressées :

- au préfet du Puy-de-Dôme,
- au directeur départemental des territoires.

Fait à Billom, le 06/03/2025

Le Président,

Gérard GUILLAUME

Billom Communauté
35 avenue de la gare
63160 BILLOM

